



HAL
open science

Guinée-Bissau: l'essor d'une opposition divisée.

Michel Cahen

► **To cite this version:**

| Michel Cahen. Guinée-Bissau: l'essor d'une opposition divisée.. 1991. halshs-04075804

HAL Id: halshs-04075804

<https://shs.hal.science/halshs-04075804v1>

Preprint submitted on 20 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Michel Cahen
Chargé de recherche CNRS

Centre d'étude d'Afrique noire, Institut d'études politiques de Bordeaux-Talence

GUINEE-BISSAU: L'ESSOR D'UNE OPPOSITION DIVISEE
Une analyse de conjoncture (fin 1991-début 1992)

La République de Guinée-Bissau offre une situation paradoxale. Le PAIGC (qui, bien qu'uniquement bissau-guinéen depuis la scission de 1980 avec la branche cap-verdienne, a gardé le nom de Parti Africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) a été l'un de ceux qui ont le plus tôt affirmé leur intention d'un tournant pluraliste: les 8-12 octobre 1990, une conférence nationale du parti était réunie pour élaborer une plate-forme de transition et le 21 décembre suivant il optait pour le "multipartisme intégral". Mais il est l'un de ceux qui manifeste la plus grande lenteur et réticence à la faire passer en pratique (1).

Fin 1991, si quelques partis commençaient à être légalisés, aucune date précise n'était encore fixée pour la tenue d'élections législatives et présidentielles. Lors du second congrès extraordinaire du parti du 20 janvier au 1er février 1991, le président Joao Bernardo Vieira - "Nino" - avait réaffirmé que le tournant vers le multipartisme était "irréversible", mais que sa matérialisation exigeait la réalisation de... l'unité nationale "sans laquelle aucune ouverture politique, aucun changement, n'est possible" (2). En principe, le tournant devait être achevé en janvier 1993. Mais la caractéristique dominante au sein du parti au pouvoir fut la montée en puissance de la tendance conservatrice au sentiment bien exprimé par l'un de ses membres, Carmen Pereira: "la démocratie, oui, dans dix ans". Même si ce congrès fut celui des appels officiels à la fin du monopole du parti unique, dans le même temps les membres libéraux furent écartés du bureau politique, tout en restant souvent membres du gouvernement (3). Peu de temps après le congrès, un remaniement ministériel écarta, cette fois du gouvernement, d'autres cadres favorables au tournant libéral (4).

Une telle circonstance -précocité de l'annonce du tournant, mais lenteur à l'appliquer- est en elle-même génératrice de tensions. La Guinée-Bissau, l'un des cinq pays africains de langue officielle portugaise, ne connaît pourtant pas la situation désespérée de l'Angola et du Mozambique ravagés par des guerres civiles d'une quinzaine d'années, ni la polarisation de l'opposition en une seule force politique, comme aux Iles du Cap-Vert et à Sao Tomé e Principe (5) Elle est néanmoins un petit pays agricole surendetté (6), qui fait de

(1) Cet article est fondé sur une enquête réalisée fin novembre et début décembre 1991, en marge de la *Seconde rencontre internationale de spécialistes en sciences sociales sur les pays africains de langue officielle portugaise*, accueillie à Bissau par l'INEP (*Instituto nacional de estudos e pesquisa*) du 18 au 24 novembre. Durant ce congrès et ensuite, j'ai bénéficié de l'accueil chaleureux des chercheurs de l'INEP, ainsi que de leur connaissance d'une situation politique passablement complexe. Je remercie les militants politiques d'opposition qui ont accepté d'être interrogés malgré leur statut légal encore incertain (et dont les noms seront le plus souvent tus). Tous mes remerciements aussi à la Mission française de Coopération.

(2) THE ECONOMIST ECONOMIST UNIT, *Senegal, the Gambia, Guinea-Bissau, Cape Verde. Country Report*, n°1-1991, pp.30-31.

(3) Manuel "Manekas" dos Santos, ministre de l'économie et des finances, Manuel Rambot Barcellos, ministre de l'éducation, Samba Lamine Mané, secrétaire d'état à l'agriculture, Adriaio Ferreira et Agnelo Regala.

(4) Le 8 mars furent écartés du gouvernement Nicandro Barreto, ministre de l'administration publique, Daniel Ferreira, secrétaire d'Etat à la justice, Paulo Carlos Medina, ministre résident de la province sud, et surtout Aristides Menezes, secrétaire d'Etat au plan, tous remplacés par des partisans de la dite "orthodoxie".

(5) Voir M.Cahen, "Archipels de l'alternance, la victoire de l'opposition aux îles du Cap-Vert et à Sao Tomé e Principe", *L'Année Africaine 1990-1991*, Bordeaux, février 1992, CEAN-CREPAO, pp.347-392 (version

plus en plus penser à la situation politique du Mali au moment de la chute de Moussa Traoré, tant les privilèges y sont étroitement dépendants des relations avec la Présidence qui contrôle l'octroi de tout crédit d'un certain montant. Au-delà de l'orientation politique elle-même et de la répression (qui s'est nettement adoucie depuis deux ans), ce sont en effet la corruption, l'incompétence, le népotisme et tout simplement le non fonctionnement de l'Etat (ne serait-ce que pour l'application des mesures du FMI) qui sont pointés par tous les opposants, qu'ils soient extérieurs au PAIGC ou encore membres de celui-ci par le biais de sa tendance dissidente, la "Charte des 121" (7). Des initiatives incohérentes du président Joao Bernardo Vieira "Nino" n'allègent guère non plus le climat politique, comme ce voyage officiel et coûteux aux buts des plus incertains en... Argentine, au moment où les caisses sont absolument vides (8).

En fait, le problème majeur du PAIGC est une crise aiguë de représentativité politique: sa direction est persuadée de perdre des élections libres. Si, malgré ses graves dysfonctionnements il y a encore un Etat, plus que jamais s'est vérifiée la maxime des intellectuels de la *glasnost*: le parti unique détruit le parti.

La légitimité disparue

Lorsque le premier ministre "Nino" Vieira, ancien commandant des forces armées pendant la lutte de libération, renversa le président Luis Cabral et rompit le processus d'unification (en pratique au point mort, il est vrai) avec les îles du Cap-Vert le 14 novembre 1980, le PAIGC avait déjà grandement perdu de sa représentativité. Depuis l'indépendance, la politique économique et sociale du régime s'était résumée à un abandon prononcé de la paysannerie (80% de la population malgré une croissance urbaine annuelle de 5,6%), à de grands projets étatiques (sur emprunts étrangers) et à fort taux de capital fixe, à une hypertrophie des investissements dans la seule capitale (plus de 50% pour alors 16% des habitants), le tout dans le cadre d'une rigoureuse centralisation politique (9). Le discours sur

abrégée sous le titre "Vent des îles, la victoire de l'opposition...", *Politique Africaine*, Paris, n°43 ("Les chemins de la démocratie"), octobre 1991, pp.63-68).

(6) Sur la situation agricole et foncière actuelle du pays, voir l'intéressante étude d'A.Cheneau-Loquay, "Aperçu de la situation foncière en Guinée-Bissau: des tensions croissantes", *L'Année Africaine 1990-1991*, op.cit., pp.327-346.

(7) *Carta dos 121*: même si le mot portugais *carta* se traduit généralement par "lettre", le contenu du document qui annonça le regroupement des 121 correspond à celui d'une charte. *Carta dos 121: cartas e comunicados*, Bissau, 1991, 35p.multigr.

(8) Voyage coûteux dans le contexte guinéen (228.000 dollars selon *InformAfrica*, Lisbonne, n°32, 14 décembre 1991) d'autant plus étrange que la présidence bissau-guinéenne a de toute évidence fait pression sur l'Argentine pour que celle-ci accorde un caractère officiel à la visite, qui fut réduit au minimum possible par le pays hôte: seul le chef du protocole était présent à l'aéroport et le président Menem reçut son homologue moins d'un quart d'heure. Nino Vieira semble y avoir notamment visité une usine d'armement, initiative hautement impopulaire dans un pays écrasée par la dette. A noter parmi les voyages aux buts non clairement énoncés, une visite privée en France le 20 août 1991.

(9) A noter que ce type de politique est souvent qualifié de "marxiste-léniniste" alors que: premièrement, le PAIGC ne s'est jamais réclamé du marxisme-léninisme (à l'instar du PAICV du Cap-Vert et du MLSTP de Sao Tomé, et à l'inverse du MPLA et du FRELIMO d'Angola et du Mozambique), la doctrine fondatrice d'Amilcar Cabral ayant explicitement indiqué des réserves envers (ce qu'il croyait être) le marxisme; deuxièmement, la centralisation politique, les offices d'état, le mépris de la paysannerie, le parti unique, etc., n'ont rien de spécifiquement "marxiste" ni même stalinien. On pourrait dire également qu'il s'agit d'un style "mussolinien" - ce qui serait d'ailleurs tout aussi faux! Toutes ces approximations à la mode font l'économie de l'analyse de la nature sociale de l'Etat et des politiques réellement menées, quel qu'en soit le discours. Voir à ce sujet notamment les pages 96-101 de M.Cahen, "Le socialisme, c'est les soviets plus l'ethnicité", *Politique Africaine*, n°42, juin 1991, pp.87-107. Quant aux grands projets, ils ne sont nullement l'apanage des périodes nationalistes radicales, dites "marxistes": ils continuent parfaitement aujourd'hui, sous un autre discours et sous tutelle privée, avec l'appui intéressé des compagnies occidentales. Car avant tout, il s'agit d'une vision technocratique et moderniste du développement colorée selon les moments de discours politiques différents!

la "légitimité des combattants" fonctionna à plein pour marginaliser si ce n'est réprimer tout ce que le parti ne contrôlait ou ne connaissait pas. Mais cette légitimité était elle-même tronquée, la plupart de ceux qui avaient théorisé la lutte armée ayant disparu, comme Amilcar Cabral, ou en poste aux Iles du Cap-Vert. A. Cabral ne pensait d'ailleurs pas que les guerriers devaient nécessairement gérer le pays dans la période nouvelle. Or ce sont fondamentalement eux qui prirent le pouvoir lorsque furent écartés les fonctionnaires guinéens ou cap-verdiens de l'administration coloniale, et qui le prirent dans un contexte de parti unique. Non seulement les compétences étaient rares (10), mais le véritable antagonisme interne au régime resta celui entre "intellectuels de Conakry" et "combattants en brousse", qui ne calquait qu'imparfaitement celui entre métis et Noirs ou cap-verdiens et guinéens (11).

Dans ce contexte, le premier ministre Nino Vieira qui n'avait guère de pouvoir, resta l'espoir du populisme guerrier (12) et anti-cap-verdien. Le ressentiment anti-cap-verdien était en partie réel, à cause de l'héritage colonial (13) et surtout à cause de la politique économique et sociale du gouvernement dont le Président était d'origine cap-verdienne (14). Mais paradoxalement il était plus fort dans le Parti et l'armée, à leurs échelons intermédiaires et de base, que dans la population qui, expérience faite, ne voyait pas nécessairement d'un meilleur oeil le guérillero noir devenu potentat local que l'ancien chef de poste (portugais ou cap-verdien) prudent de la dernière période coloniale. La propagande anti-*burmedjos* a toujours été ressortie comme manoeuvre politique de dirigeants dans les moments de tension. Pourtant lors du coup d'état, Nino Vieira avait eu des appuis parmi les *burmedjos*, notamment dans la JAAC (Jeunesses Africaines Amilcar Cabral) qui avait alors une bonne implantation et une certaine autonomie envers le parti. Nino Vieira démantela cependant sa direction, en "aspirant" ses membres dans l'appareil d'état et en usant de la propagande anti-*burmedjos* pour se débarrasser de certains jeunes radicaux (15).

Mais globalement, Nino n'écarta pas les cap-verdiens, et annonça qu'il s'agissait d'un "réajustement" afin de retrouver l'orientation cabralienne originelle. Du reste, il est fort douteux qu'il en ait même eu l'intention. Tous les observateurs ont noté l'aspect "défensif" du coup d'Etat, intervenant peu de temps après le vote à l'Assemblée (18 octobre 1980) d'un accroissement des pouvoirs du Président de la République au détriment du Premier ministre et

(10) à quelques belles exceptions près, comme le premier ministre Francisco Mendes, assassiné dans des conditions douteuses en 1978. Il s'agissait d'un Noir, dont les relations étaient bonnes avec les métis, mais pas avec Luis Cabral.

(11) La notion de "métis" est elle-même des plus floues! Ceux que la langue créole appelle les "burmedjos" (en portugais: "vermelhos", les *rouges*) peuvent être des cap-verdiens, des descendants de cap-verdiens ou des métis de guinéens et portugais. Mais tous sont créoles, c'est-à-dire d'un milieu socio-culturel distinct, les créoles pouvant aussi parfaitement être noirs ou même blancs. Indiquons par ailleurs que la langue créole est comprise par 70% de la population bissau-guinéenne (et par une partie de la population casamançaise) et est très majoritairement la langue maternelle à Bissau.

(12) La tentative de Malam Sanha en 1977 représentait probablement l'une des premières réactions des militaires de base. Elle reste mal connue. Voici, sous réserve, les éléments à ma connaissance: ils vinrent à Bissau, appelèrent "Nino" à se rallier à eux, mais je n'ai pas les sources nécessaires pour qualifier son attitude d'alors. Ils furent arrêtés. Le bruit a couru, et court encore, que deux à trois cents d'entre eux auraient été fusillés, dont les fosses communes auraient été retrouvées après le coup d'état de 1980 sans que la responsabilité des exécutions ne soient éclaircies. Nino Vieira chargea bien sûr son prédécesseur Luis Cabral de ces disparitions. Malam Sanha fut fusillé (il ne doit pas être confondu avec Malam Bacaï Sanha, un fidèle de Nino, dirigeant de l'UNGT, le syndicat unique).

(13) Un grand nombre d'administrateurs et chefs de poste coloniaux étaient cap-verdiens.

(14) Même si cela eut peu de conséquence au niveau de la population, il faut également noter une caractéristique non négligeable au niveau symbolique pour les élites politiques: la constitution bissau-guinéenne prévoyait qu'un cap-verdien résidant en Guinée avait automatiquement les droits de citoyenneté d'un guinéen et pouvait y compris en devenir le Président; mais si la constitution des Iles du Cap-Vert prévoyait également la citoyenneté réciproque, un guinéen, même citoyen cap-verdien, ne pouvait devenir Président au Cap-Vert.

(15) Nombre de ces anciens dirigeants de la JAAC se retrouvent aujourd'hui signataires de la Charte des 121.

alors qu'il était étroitement surveillé par la *Segurança* (police politique) de Buscardini (16). En fait, rien d'important ne changea dans les structures jusque vers 1986, si ce n'est l'effet cumulatif délétère d'un régime de parti unique incapable d'assurer les niveaux de production de la période coloniale malgré une aide extérieure (orientale comme occidentale) massive. Plus généralement, on peut dire qu'une grande méfiance demeura (et demeure), chez les balantes certainement mais aussi chez les bijagós et d'autres peuples, en particulier animistes, envers tous les projets de développement du régime, qu'il s'agisse d'agriculture, de semences, de pêche, voire même d'école: volonté d'autonomie remontant à la période de la conquête mais renforcée par la désillusion consécutive à l'indépendance, caractère technocratique de projets venus de la ville, non fondés sur des aspirations exprimées par la population elle-même et guère discutables en régime de parti unique. Bien sûr, une telle "réticence rurale" aggrava le penchant "urbanistique" du régime, bien marqué dès Luis Cabral.

La crise de 1986

Une grave crise politique éclata en 1986. Cette année, l'adhésion au FMI marqua un virage brutal sur le plan économique et, sur le plan social, les rapports coloniaux commencèrent à retrouver une nouvelle vigueur notamment par le biais de l'expansion fulgurante des *pontas* (17). De plus, la corruption s'était grandement étendue depuis 1980 et fut dès lors associée au tournant libéral (18). Tout ceci aggrava les tensions ville-campagne et fut derrière la condamnation à mort et l'exécution du premier ministre Paulo Correia accusé de préparer un coup d'état. Si cet aspect a été le plus connu à l'étranger à cause des multiples pressions pour amener Nino Vieira à le grâcier, le plus grave fut sans doute qu'en même temps une répression féroce s'abattit sur le courant des "militaires balantes", dont les officiers furent fusillés ou moururent en prison (19). Le groupe militaire "balante" n'était pas que... balante, mais l'aspect ethnique au demeurant incontestable fut exagéré pour stigmatiser une sensibilité militaire qui avait pourtant soutenu Nino Vieira en 1980 (P. Correia était le n°2 du coup). Mais les balantes ou désignés comme tel étaient contre le tournant libéral, associé à la corruption et à l'hypertrophie de la capitale. Ce qui est sûr, c'est que, outre la chute de

(16) La date du 14 novembre fut même provoquée parce que Buscardini était venu personnellement prévenir Nino Vieira de rumeurs de coup d'Etat et l'intimider.

(17) Voir A. Cheneau-Loquay, op.cit.; les *pontas* sont des concessions accordées, à l'abri de la loi coloniale de 1961 sur les terres (toujours en vigueur...) à des entrepreneurs ou personnes désignées comme tel, à des fins d'exploitation agricole "moderne". De nombreux abus ont lieu; les anciens combattants et les fonctionnaires, menacés par les plans de réajustement mais favorisés par leur connaissance des circuits administratifs, sont particulièrement présents dans les demandes de *pontas*. Une fois devenus *ponteiros* sur le papier, ils ne le deviennent pas du tout nécessairement en pratique: il s'agit plus de spéculation foncière que d'extension agricole -mais les communautés villageoises n'en sont pas moins dépossédées. Selon A. Cheneau-Loquay, sur le total des *pontas* existant en 1989, 50% avaient été accordées entre le début du siècle et 1974, et les autres 50% depuis 1985: en cinq ans seulement, 5% de la superficie totale du pays ont été ainsi accaparés (occupées sinon exploitées). La totalité des *pontas* couvrent 6 à 7% du territoire d'un pays où les terres exploitées sont estimées à 10% de la superficie totale! Cela signifie, si les "chiffres ont une quelconque valeur", précise A. Cheneau-Loquay, que les *ponteiros* -quelques centaines- disposent d'environ le double de la surface agricole utile laissée aux paysans...

(18) Tournant libéral en matière économique, bien sûr, confirmé par le 4ème congrès du PAIGC (15-16 novembre 1986); il est bon de rappeler qu'en Guinée-Bissau comme dans les autres pays africains de langue portugaise et ailleurs, les virages économiques libéraux ont lieu alors que les partis uniques n'ont nullement l'intention d'instaurer le pluralisme politique: l'économie de marché n'est pas le fondement matériel de la démocratie! C'est à l'inverse l'échec des politiques économiques libérales quelques années après qui exige, sous peine d'explosion sociale d'ailleurs non nécessairement écartée ou d'implosion des élites dirigeantes, d'instaurer le pluripartisme.

(19) L'opposition réclame aujourd'hui la libération de tous les prisonniers politiques, promise par le régime, et notamment de Watna Nalaye, Malan Sane, Saye Braia Na Nhagba, Tagma Nawaye et Wagner Na Nuady, tous des militaires sauf le dernier, un homme d'affaires, compromis dans le coup supposé de Paulo Correia (selon The Economist Intelligence Unit, *Senegal, The Gambia, Guinea-Bissau, Cape Verde. Country Report*, n°3, 1991, p.31).

prestige du régime à l'étranger, cette répression aliéna durablement le soutien des balantes proprement dits au PAIGC.

Or cela était grave parce qu'ils avaient été le coeur de la résistance animiste à la conquête, puis le fer de lance de la guérilla moderne anti-portugaise, parce qu'ils sont les meilleurs producteurs de riz du pays, parce qu'ils sont le plus important groupe ethnique (ils représentent à eux seuls environ le quart d'une population fortement hétérogène), devant les fulas, le deuxième groupe (un cinquième de la population), islamisés et traditionnellement alliés des Portugais, peu sympathisants du PAIGC (20). Il est ainsi probable qu'en cas d'élections libres, les balantes ne voteront pas pour le régime.

Une nouvelle base sociale?

Il est clair qu'à partir de 1986, la légitimité populaire du régime était en cause, même si 95% des votants aux élections du 15 juin 1989 (sur liste unique) s'exprimèrent en faveur du régime, permettant la réélection pour cinq ans de Nino Vieira à la Présidence le 19 juin.

Les comités du parti ne parvenaient plus à fonctionner, les réunions étant désertées, notamment dans les *tabancas* (villages et hameaux de brousse). Celui-ci a alors cherché, non point à retrouver sa légitimité populaire, mais à se construire de toutes pièces une nouvelle base sociale aux caractéristiques bien différentes de la précédente, en se fondant sur son libéralisme économique et sur l'abandon de son orientation nationaliste-moderniste radicale: s'appuyer sur les commerçants et les *régulos* (chefs "traditionnels") afin de faire jouer les clientèles et supposées cohésions ethniques. Outre la cohérence économique libérale, c'est aussi de ce point de vue qu'il faut lire l'expansion fulgurante des *ponteiros*, déjà évoquée.

Le règne des commerçants

En ville, le Parti s'appuya de plus en plus sur les hauts fonctionnaires et les commerçants fortement favorisés par la distribution népotiste des crédits de la banque mondiale (21). Le Président semble avoir été derrière chaque attribution de crédits importants, appuyé en cela par le ministre du commerce, puis des finances Manuel ("Manekas") dos Santos: "C'est nous qui avons créé le secteur privé de la Guinée qui n'existait pas", dira-t-il en 1990 à la télévision (22). Une partie de ces sommes semblent cependant être rapidement

(20)Malgré sa faible superficie -36125 Km2 dont environ 28000 en permanence émergées- et sa population modeste (760.144 personnes résidentes recensées en 1979, et environ un million d'habitants aujourd'hui), la Guinée-Bissau possède 26 groupes ethniques très inégalement répartis sur le territoire (60% de la population résident sur la zone côtière), et 3,3% de la population sans appartenance ethnique particulière. Cette caractéristique est dû à l'histoire des conquêtes, à sa position à l'ouest de l'Afrique de l'Ouest et au caractère peu pénétrable de son territoire semi-marin (îles, marigots et marécages) qui en ont fait le refuge de successives vagues d'immigrants animistes réussissant à se maintenir intacts. Voici la composition ethnique de la population résidente, telle que recensée en 1979: *Balanta*: 206.017 hab. et 27,1%; *Fula*: 175.447 et 23,1%; *Mandinga*: 93.556 hab. et 12,3%; *Mandjaco*: 80.624 et 10,6%; *Papel*: 75.958 hab. et 10,0%; *Mancanha*: 25.481 hab. et 3,4%; *Beafada*: 23.937 hab. et 3,1%; *Bijagós*: 18.984 hab. et 2,5%; *Felupe*: 13.761 hab. et 1,8%; *Nalú*: 5.991 hab. et 0,8%; *Saracolé*: 3.676 hab. et 0,5%; autres ethnies: 11.543 hab. et 1,3%; ethnies non spécifiées: 25.168 hab. et 3,3%. Les Balantes et les Fula, tous sous-groupes inclus, représentent à eux seuls la moitié de la population. REPUBLICA DA GUINE-BISSAU. Departamento central do recenseamento, *Recenseamento geral da população e da habitação, 1979. Volume V. Relatório nacional das localidades recenseadas*, Bissau, décembre 1982, Organizações das Nações Unidas, 556p.multigr.

(21)Le Plan d'ajustement structurel a été adopté en 1987.

(22)La communauté libanaise ne semble pas avoir profité particulièrement de ces faveurs, même si elle profite du tournant libéral en général. Fin 1991, d'une manière générale, le "commerce marchait bien" et on pouvait rencontrer sur les marchés de Bissau des marchands de diverses nationalités ouest-africaines récemment attirés par cette situation.

reparties en investissements immobiliers au Portugal ou en des lieux encore plus cléments. L'ironie de l'histoire est que l'on retrouve certains de ceux qui ont connu les faveurs du Président (*pontas* ou crédits) à la tête des partis d'opposition émergeant...

Il y a une certaine continuité entre ces grands commerçants et les anciens *djilas* (commerçants ambulants musulmans fulas ou mandingues): ils sont souvent eux-mêmes d'anciens *djilas* et en gardent de nombreux dans leurs réseaux inter-africains établis depuis l'époque pré-coloniale, du Mali au Sénégal, de la Guinée-Conakry à la Mauritanie. Deux cas bien connus sont le commerçant Djakité et Djabi, l'actuel représentant de Mitsubichi. A Bissau, le Président peut aussi compter sur l'appui non négligeable des commerçants portugais qui multiplient les cadeaux à son entourage si ce n'est à lui-même (23), et s'évitent ainsi bien des problèmes douaniers ou autres (24).

La tentative néo-traditionnaliste

En brousse le gouvernement s'appuya également sur les commerçants, souvent *ponteiros*. Mais le dispositif devait, et doit encore, être complété par une alliance avec les chefs "traditionnels", les *regulos*, en ce qui semble bien devenir une véritable politique de reconstruction néo-traditionnelle.

Après l'indépendance, dans des conditions variables mais dans tout le pays, les *regulos* ne furent plus reconnus par le PAIGC. Ils demeurèrent cependant souvent des *homens grandes* (notables), mais les successions ne purent se faire, la population évitant d'affronter le Parti. Il faut noter que parmi les peuples animistes, cela ne détruisit nullement la "tradition" car le pouvoir dépend en grande partie des conseils d'anciens, dérivé de la stratification en classe d'âges. Or ces conseils demeurèrent. Dans les zones islamisées, les *regulos* étaient plus forts, avec le passage au droit patrilinéaire. C'était aussi les zones où le PAIGC avait eu la plus grande difficulté à s'implanter.

Un cas spectaculaire a attiré l'attention. Le plus important *regulo* mandjake (25), Batikan, avait été fusillé en public (violence moderniste...) pour "féodalisme" et "collusion avec les Portugais", par les dirigeants locaux du PAIGC, au stade de Canchungo en 1977 (26). Il faut signaler que les mandjakes sont une pièce maîtresse de la situation politique du pays, non point tant du point de vue numérique (10,6% selon le recensement de 1979), mais parce que ce sont eux qui sont le plus "du pays" avec les bijagós et les pepels, sans immigration récente. Pendant dix ans, il n'y eut plus de *regulo* jusqu'à ce que Paulino Gomes fût appelé en 1987 pour l'être à nouveau. Il faut noter que ce Paulino Gomes avait été toute sa vie fonctionnaire des postes à Bissau. Après hésitation, il accepta. Le PAIGC avait son propre candidat, qui n'était pas le mieux placé mais pouvait être légitime selon le principe mandjake de rotation du pouvoir entre les clans. Cependant, Paulino Gomes, le plus indépendant, ne fut pas inquiété par le pouvoir. De toute évidence cet épisode de "récupération traditionnelle" probablement spontanée fut attentivement observé par le pouvoir, car dès lors les cas se multiplièrent, avec intervention politique marquée. L'aggravation de la crise de représentativité "moderne" des comités du parti dans les *tabancas* imposait la reconstruction d'un appui par d'autres moyens.

(23) Ces commerçants sont parfois liés à des militaires portugais, comme l'officier du MFA (Mouvement des Forces Armées, de 1974-75) et spinoliste Valentino Loureiro, lui-même industriel au nord du Portugal, lié à l'affaire du don d'une maison à Porto au président Nino Vieira... Ces portugais entretiennent des liens d'affaire notamment avec les officiers de la *Guarda Presidencial* guinéenne.

(24) On peut facilement rencontrer une partie de ces commerçants, le soir, au *Café Baiana*, entourés d'une nuée de jeunes guinéennes à l'affût de cadeaux et d'aventures.

(25) Cas de royauté assez importante au sein d'une ethnie où le pouvoir politique est en général dispersé.

(26) La responsabilité des échelons supérieurs du Parti n'a jamais été éclaircie. Outre l'aspect public de l'exécution, la population fut obligée à fêter l'événement et sa propre famille à danser. Canchungo est une localité de la région de Cacheu, située approximativement à équidistance de Cacheu au nord-ouest, Caió au sud-ouest et Bula à l'est. D'autres violences "modernistes" peu glorieuses ont également eu lieu dans le pays après l'indépendance, comme les fusillades sans procès de *comandos* africains, troupes spéciales noires des Portugais.

Dans l'est du pays, près de Bafatá, il y a eu plusieurs cas, à Cossé notamment. Le gouvernement a récemment nommé dans la province Leste un nouveau "ministre résident" (gouverneur) avec la consigne de réinstaller les *regulos* en zones fulas et mandingues de l'ancien Gabu, toujours revêches à adhérer au PAIGC et anciens alliés des Portugais contre les animistes lors de la conquête. Battant les mandingues du Gabu, un Etat centralisé-rotatif, les fulas avaient implanté des *regulados* (territoires des *regulos*) plus éclatés que le Gabu. L'administration portugaise avait au contraire favorisé la réintronisation d'un grand *regulo*, Moundjur Embalo, descendant du lignage d'Embalo Kunda. C'est dans la continuité de cette tactique que semble se situer actuellement le régime, reconnaissant les ex-chefs ou réintronisant leurs fils. Si la représentativité des *regulos* de cette zone remis en selle peut être soit contestable, soit à l'inverse ne faire guère de doute, il est intéressant de savoir que beaucoup avaient été actifs dans les *Congressos dos Povos* (Congrès des Peuples) mis en place par le général portugais Spinola pour mieux faire participer la population à la lutte anti-nationaliste tout en satisfaisant certains de ses besoins sociaux, tactique qui était le b-a-ba de l'APSIC, l'action psychologique anti-guérilla. Quant à la personnalité du ministre-résident choisi le 22 juillet 1991 par le Président pour implanter cette politique, on peut dire qu'elle est significative: Manuel Aladji Mané, élu au comité central du PAIGC en janvier précédent seulement, est un grand commerçant local, ancien membre de l'Action Nationale Portugaise, le parti fasciste. Dans d'autres régions, ce sont les successeurs en ligne matrilineaire dont les fonctions symboliques et politiques se voient à nouveau reconnues. Quelles que soient les zones, ces mouvements provoquent souvent des tensions, quand le pouvoir favorise un candidat qui n'est pas en principe le mieux placé.

En fait, le calcul est déjà pré-électoral: la population est censée voter comme le *regulo* (27). On peut néanmoins penser que ce processus sera limité par au moins trois facteurs: premièrement, il est bien tardif même si, après le ballon d'essai du *regulado* Batikan, les trois ministres-résidents des provinces multiplient les "zones d'expérimentation ethniques"; deuxièmement, même si la population peut tenir à l'existence de ses chefs légitimes, un acquis de la lutte de libération nationale qu'une large partie de la population a encore connue est de ne pas nécessairement faire bloc avec le chef; et troisièmement, de nombreux jeunes et femmes, actifs dans une économie en mutation, ne voteront pas nécessairement comme leur *regulo*.

Cette ligne néo-traditionnelle a son correspondant en ville. On a pu y constater une certaine recrudescence de cérémonies traditionnelles spontanées: les *choros* (funérailles), les *fanados* (initiations)... L'exode rural et l'arrivée en ville de contingents paysans massifs l'explique en partie, mais la population de souche urbaine plus ancienne semble y participer aussi: sacrifices animaliers, repas en commun, solidarité. Il faut noter que le facteur ethnique ne semble pas du tout marqué dans ces pratiques urbaines -en tout cas ces cérémonies ne sont pas fermées, à l'exception possible de celles du groupe mancanhe (28). Quoiqu'il en soit, le pouvoir tente d'avoir le soutien de certaines de ces formes associatives populaires, comme la *Mandjoandade*, une ancienne société féminine à buts culturels (funérailles, musique, danse et chansons en créole -même si l'association ne se limite nullement aux créoles). Effectivement,

(27)Une source portugaise hostile au PAIGC signalait que le chef actuel de la *Segurança*, Joao Monteiro (qui a remplacé le ministre de la sécurité José Pereira, en résidence surveillée à Catió), a organisé récemment une réunion des chefs *papel*, le groupe ethnique de Nino Vieira, dans le but de les mettre en garde contre les "idées nouvelles" visant à la chute du Président. La cérémonie d'allégeance se serait terminée par le vieux rituel *papel* du sacrifice d'un chien. *InformAfrica Confidencial*, Lisbonne, n°32, 14 décembre 1991.

(28)Groupe numériquement restreint (3,4%), les *mancanhe* ont eu de bonnes relations avec le colonisateur et fournirent des contingents importants d'ouvriers agricoles. Fortement scolarisés depuis l'époque coloniale, mais restés plus ruraux et moins migrants que les *grumetes*, un milieu plus social qu'ethnique d'Africains fortement lusitanisés (mais non *burmedjos*), les *mancanhe* montrent une forte cohésion ethnique (mariages au sein du groupe; poids de l'indépendance des femmes; cultes des *iras*, divinités fondatrices du clan) et un activisme politique certain. Ils ont donné un premier ministre à Nino Vieira, Vitor Saúde Maria, chassé en 1982, que l'on retrouve aujourd'hui dans l'opposition à la tête d'un petit groupe, le PUSD (voir *infra*) qui est peut-être la seule formation politique dont la composition (mais non le programme) est ethniquement marquée.

les *Mandjoandade* vont aux fêtes organisées par le pouvoir, ce qui est une forme d'accumuler des biens. Mais cela ne signifie nullement un soutien politique. Par ailleurs, la structure même de l'association pose problème: à la manière de la rivalité des écoles de samba brésiliennes, la *Mandjoandade* est formée de groupes de quartier rivaux (parfois connotés avec l'origine régionale). Cela signifie que si par exemple la "Esperança de Bandim" décidait de chanter pour Nino, inmanquablement les autres groupes chanteraient contre lui.

Un transfert de légitimité?

Comme on le voit, la construction d'une nouvelle base sociale, même par le biais de clientèles et d'ethnicisme, ne va pas de soi. Le régime ne peut pas faire comme si la crise de sa représentativité auprès de sa base populaire héritée du temps de la guérilla ne l'affectait pas. Le passage d'un front nationaliste radical issu de la lutte armée en une formation politique classiquement néocoloniale pose des problèmes de transferts de légitimité moderne. A supposer qu'elle réussisse, la tactique de récupération d'une légitimité néo-traditionnelle ne peut fonctionner qu'intégrée à un minimum de légitimité moderne maintenue ou retrouvée; à l'époque actuelle, la première n'a plus d'autonomie et ne peut être opératoire seule. Or Nino Vieira, l'ancien chef de guerre qui conserve un certain charisme et dont on dit encore qu'il serait meilleur s'il n'était entouré de "mauvais conseillers", est mal vu de l'Association des Anciens Combattants qui est indépendante du parti. Souvent formés de démobilisés et de mutilés organisés en coopératives de production, ils se sentent trahis. La même chose se produit avec l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Pilote du temps de la guérilla: ils produisent beaucoup des actuels cadres de l'opposition (notamment les "121" et le *Frente Democrática*). Quant à l'UNTG (Union Nationale des Travailleurs de Guinée-Bissau), le syndicat unique, elle est déliquescence. Pour survivre en tant qu'appareil bureaucratique, l'UNTG elle-même avait demandé en décembre 1990 au Parti de lui accorder son autonomie, demande accordée début 1991. Elle resta cependant le seul syndicat légalement autorisé, c'est-à-dire que, pour tout un chacun, rien ne fut changé. Elle tint son premier congrès "indépendant" le 23 mai, clôt par...le Président Nino Vieira qui l'avertit de ne soutenir des grèves qu'en dernière extrémité. Néanmoins, par simple logique d'appareil, elle dut soutenir la dure grève des enseignants des 31 mai au 8 juillet, qui coûta son poste à Manuel Rambout Barcellos qui avait adopté une attitude conciliante. Par ailleurs, commença à apparaître un phénomène de syndicalisme indépendant bien dangereux pour le syndicat unique: Mendes Pereira, un ancien cadre de l'UNTG (29), a fondé récemment un syndicat de la communication et des transports non intégré à la centrale officielle. Il y a tout lieu de penser que le phénomène va se poursuivre.

Dans l'armée, il y a aussi de jeunes officiers favorables à la démocratie pluraliste, dont la position a été renforcée par les incidents frontaliers avec le Sénégal, grâce à leur opérationnalité. Le mécontentement y est cependant en grande partie corporatif, face à sa situation économique lamentable (à l'exception de la garde présidentielle, la Force d'intervention rapide mieux lotie, mais non comparable à certaines gardes prétoriennes du continent) alors que la *Segurança*, dont les fonds n'apparaissent pas au budget officiel, aurait un budget privé supérieur à celui de l'armée. Les jeunes officiers veulent plus de compétence et la modernisation. Cela les oppose aux "bonzes" de la guérilla et les rapproche d'une certaine manière de Nino, car le Président est favorable à la modernisation. Il est donc peu probable, au moins actuellement, qu'ils tentent un "coup d'Etat démocratique", mais à l'inverse, ils seraient difficilement utilisables pour de sales besognes de répression d'autant plus qu'ils se heurtaient, jusqu'à son limogeage le 27 décembre 1991, au ministre de la Défense Iafai Camará, un incompetent notoire uniquement occupé à ses négociés privés (30).

(29)Lui-même affirme cependant aujourd'hui qu'il n'a jamais été à l'UNTG.

(30)Cette situation arrangeait dans une certaine mesure le Président, qui pouvait contrôler ainsi l'armée sans intermédiaire. Néanmoins le discrédit de Iafai Camará retombait sur le régime et mécontentait l'armée, à commencer par le chef d'état-major Sendji Fati, un jeune professionnel attentif aux courants démocrates. Par ailleurs, la proclamation du caractère non partisan des Forces armées (jusque là constitutionnellement liées au parti) a enlevé un moyen de contrôle (I. Camará se permettait d'ailleurs de ne plus venir aux réunions du parti...) et implique en principe le renforcement de leur caractère professionnel et donc de la compétence de ses

Des incidents sans gravité mais un peu étonnants quand même en régime de parti unique commencèrent à se produire, et qui laissent une odeur de fin de règne. Par exemple, à la mi-octobre 1991, lors d'une visite au ministère de la coopération internationale, le Président tomba sur un jeune et brillant cadre, Paulo Gomes, qui se trouvait en même temps être l'un des fondateurs du Parti de la Convergence Démocratique (voir *infra*), l'une des formations d'opposition encore non légalisées. En présence de nombreux cadres, il interpella violemment le Ministre, lui demandant comment se faisait-il qu'un tel "menteur" et "apôtre de la violence" fût encore cadre de son ministère (31). L'affaire fit un certain bruit à Bissau, ainsi qu'au sein de la communauté mandjake (y compris en France où l'émigration de ce groupe est forte) dont est issu P.Gomes. Et... il ne se passa rien, le ministre ne fit pas la moindre réprimande à son bouillant fonctionnaire -il faut dire qu'il s'exposait à une démission collective d'une large partie de ses cadres...

Autre type d'incident, de nature différente mais dont la signification est finalement la même: lors de ses visites au "peuple", Nino Vieira a eu souvent coutume de distribuer largement des costumes féminins, d'un modèle appelé "afétééré". Le résultat fut qu'à chacune de ses apparitions, des hordes de gamins se mirent à le saluer par dérision du cri de "afétééré! afétééré! afétééré!...".

D'une loi à l'autre

Après l'abandon officiel par l'Assemblée de l'article 4° le 4 mai 1991 (32), il fallut attendre le mois d'août pour que la version finale de la loi sur les partis soit votée. Au cours des discussions traînant depuis l'année précédente, il avait d'abord été prévu que pour être légalisés, les partis devaient déposer cinq mille signatures, dont au moins quatre cents dans chacune des huit régions. En fait, le 8 mai l'Assemblée vota que deux mille signatures légalisées par le Tribunal Suprême de Justice, dont cent au moins dans chaque province seraient nécessaires (33). Cette première version de la loi entra en vigueur le 20 mai.

Ce chiffre, à première vue modeste, était en réalité très important: dans ce pays de moins d'un million d'habitants, où le taux d'analphabétisme continue à tourner autour des 70% d'une population dont 45% des membres ont moins de 15 ans (et donc très probablement environ 50% moins de 18 ans), en dix-sept ans de règne le PAIGC n'avait émis qu'environ trois cent mille cartes d'identité (34). De ces trois-cent mille personnes, une partie non négligeable était inévitablement décédée sur une période aussi longue. Dans la région de Bolama par exemple, il n'y avait que trois cents personnes titulaires du *bilhete de identidade* quand commencèrent les recueils de signatures par les partis. Ajoutant à cela tous ceux qui ne

dirigeants. En novembre et décembre 1990, lors d'une longue absence en France du Président (pour traitement médical), de vagues rumeurs de coup d'Etat avaient tourné autour de I.Camara. La réputation de ce dernier est marquée par l'accusation de contrebande avec le Sénégal et la Gambie. Il est lui-même d'origine gambienne, cousin de Kukoi Samba Sanyanga, auteur du coup d'Etat contre le gouvernement gambien en 1981, et qui aurait trouvé refuge à Bissau. I.Camara aurait aussi été mêlé au soutien à la dissidence casamançaise. Il n'avait pas été un militant marquant de la lutte de libération, mais était le commandant du bataillon tankiste qui soutint Nino Vieira lors de son coup d'Etat en 1980 (The Economist Intelligence Unit, *Senegal...*, n°1, 1991, p.31). Il a eu récemment de gros problèmes de santé. Tout ceci indique que, probablement, il n'aura plus désormais de rôle politique ou militaire important.

(31)Le Président pouvait être d'autant plus furieux que, lors du retour en Guinée-Bissau de Paulo Gomes, qui avait passé toute sa jeunesse en France, il l'avait accueilli en lui donnant un petit logement dans la zone présidentielle (logement perdu entre temps, bien sûr). Le Président avait reçu un rapport de la *Segurança* sur des supposés propos favorables à la violence du dit cadre. La *Segurança* reste un des principaux piliers du régime, mais la valse de ses responsables prouve que le Président ne lui accorde pas une confiance démesurée.

(32)L'Assemblée fut réunie en session extraordinaire en avril 1991, à la suite d'une réunion du comité central du PAIGC où une forte résistance aux changements se manifesta.

(33)La question de savoir si le PAIGC lui-même devait se soumettre à de telles exigences est restée dans le flou. Les responsables disent qu'ils ont fait le nécessaire, mais l'opposition en doute. N'importe quel parti d'Etat me semble de toute manière devoir être capable de réunir ce nombre de signatures.

(34)Il a récemment commencé à en émettre à vive allure.

peuvent pas voter (armée, police, anciens collaborateurs coloniaux), le nombre réel de personnes susceptibles de déposer une signature était bien inférieur. Et bien sûr le simple fait de devoir présenter ses papiers au tribunal, alors que toute l'administration du parti unique était encore en place, n'était pas très encourageant... Enfin, comme tous les partis d'opposition sont nés à Bissau et n'ont pas de moyens de transport à leur disposition, la difficulté était en réalité redoutable.

En pratique, j'estime qu'elle s'est retournée en un danger redoutable pour le PAIGC lui-même: les cadres des partis ont dû faire un effort considérable pour aller se présenter jusque dans les plus petites *tabancas*, relativisant de ce fait leur origine initiale exclusivement urbaine.

A l'exception du *Bafatá* créé dans l'exil, le premier parti constitué à Bissau (mais encore non légal) fut le FDS (*Frente Democrática Social*, Front Démocratique Social) de Rafael Barbosa, le 29 mars 1991, soit avant même la révocation de l'article 4°. Mais la première formation à tenter l'aventure du recueil des signatures fut le FD (*Frente Democrática*, Front Démocratique), créé le 18 avril 1991. En 45 jours, elle réussit à en réunir le nombre nécessaire (2236 signatures très exactement), déposées auprès du Tribunal Suprême le 11 juillet. Légalement, ce dernier devait se prononcer dans les huit jours. Le pouvoir fut sans doute impressionné par cette capacité et comprit peut-être l'effet pervers de ses mesures. Toujours est-il que le 5 août le Tribunal Suprême argua d'irrégularités non spécifiées dans le recueil des signatures pour suspendre le cours de la procédure. En fait, une nouvelle version de la loi électorale était en préparation, ce qui fut pris comme prétexte pour tout remettre à plus tard, étrange effet rétroactif d'une loi encore inexistente! A la fin juillet cependant, le Président Vieira avait recommandé à son administration de ne pas intervenir pour gêner le recueil des signatures. La loi fut effectivement révisée (mille signatures, dont cinquante au moins dans chaque province, étaient désormais nécessaires) dans un sens évidemment annoncé comme de plus grande ouverture démocratique mais dont, on l'a vu, il n'est pas interdit d'avoir une lecture différente... Le 18 novembre 1991 le FD fut finalement légalisé (35): le premier dossier du multipartisme, qui devait être réglé en huit jours, l'avait été en quatre mois.

L'émergence de l'opposition

Toujours à l'exception du mouvement *Bafatá*, sur lequel on reviendra, les formations qui apparaissent actuellement proviennent toutes soit du PAIGC lui-même -donc de gens qui de longues années durant ont accepté le principe du parti unique- soit du moins de cadres de l'appareil d'Etat. Ces derniers ont été poussés vers l'opposition par un dégoût certain de la mal-administration: ils aspirent plus à un Etat compétent, moderne, efficace qu'à une politique de développement radicalement différente. D'ailleurs, à quelques nuances près tous leurs programmes se ressemblent ("désidéologisation" oblige).

Cette opposition naît pourtant fortement divisée, en contraste total avec les Iles du Cap-Vert voisines. Cela reflète la grande hétérogénéité sociale et culturelle que l'histoire de la Guinée-Bissau a produite. Les différences principales relèvent surtout de phénomènes de générations, de trajectoires, d'origines (sociales plus qu'ethniques) et d'éducatives religieuses diversifiées même si aucune formation ne semble liée directement à tel ou tel milieu. Même cela n'est pas très net, les rancoeurs personnelles dues au passé de parti unique ont aussi leur rôle. Enfin, il faut considérer que la réalité de la fin 1991-début 1992 n'est qu'une étape dans une situation qui pourra évoluer rapidement: l'opposition légale n'en est qu'à ses balbutiements.

(35) Selon *InformAfrica*, les tracasseries concernant la légalisation du FD furent arrêtées du fait que le Président Nino souhaitait arriver au sommet de la francophonie de Paris, en novembre 1991, avec une preuve que la démocratisation avançait réellement. *InformAfrica Confidencial*, Lisbonne, n°34, 21 février 1992, p.1.

Elle a commencé à apparaître ouvertement après le congrès extraordinaire du PAIGC en février 1991. Certains espéraient une montée des jeunes et, plus globalement, une véritable ouverture. Il y avait certainement des pressions internes en ce sens puisque par exemple Aristides Menezes, secrétaire d'Etat au plan, qui n'était plus membre du PAIGC, y avait été invité. Mais l'effet fut contre-productif car non seulement il n'y eut pas de promotions de jeunes cadres libéraux mais même ceux qui étaient déjà présents à la direction furent largement écartés, remplacés par des "bonzes" de la guérilla. La propagande anti-*burmedjos* réapparut. Une conséquence directe que certains cadres, à ce moment encore membres du parti ou déjà sortis, tirèrent de ce blocage fut la décision du passage à l'opposition organisée. Aristides Menezes fut d'ailleurs écarté du gouvernement peu de temps après ce congrès, le 8 mars 1991. Si l'on met de côté le FDS, issu de dissidences beaucoup plus anciennes, ce passage à l'opposition se manifesta par la création du *Frente Democrática* et par la cristallisation d'une fraction interne dissidente, la *Carta dos 121*, ainsi nommée du fait du manifeste signé par 121 cadres par lequel elle se fit connaître.

La Charte des 121

La Charte des 121 est dirigée notamment par l'ex-ministre de l'Education et dirigeant de la Jeunesse, Manuel "Maneka" Rambout Barcelos, enfant terrible du parti et réputé non corrompu, ami de l'ancien ministre du Plan Bartolomeu Simoes Pereira mort dans un accident de voiture que certains trouvèrent mal expliqué en 1989. On y trouve aussi Agnelo Regala, auparavant secrétaire d'Etat à l'information, Nicandro Barreto, Victor Freire Monteiro (ce dernier encore membre du gouvernement fin 1991). Manuel "Manecas" dos Santos, le ministre de l'économie, ancien commandant du *Comando Abel Djassi* important sur le terrain après la mort d'Amilcar Cabral, en est très proche aussi, bien que son ministère (sinon lui-même), ait été durement critiqué pour la corruption y régnant. Un seul membre (suppléant de surcroît) du comité central du parti a cependant souscrit à ce manifeste, Califa Seidi.

La Charte des 121 est ainsi plus une dissidence de hauts responsables de l'administration, que de la direction même du parti. A l'exception du choix tactique de rester (encore) au sein du PAIGC, elle ressemble beaucoup au *Frente Democrática*. Dans les deux cas, on retrouve souvent d'anciens dirigeants de la JAAC. Le contenu politique de la Charte est avant tout moderniste et démocrate, recouvrant la coexistence en son sein d'une tendance libérale et d'un courant plus social, voire socialisant probablement majoritaire. Les 121 sont tous des cadres créoles, *burmedjos* ou noirs, ces derniers d'un niveau social un peu plus bas. Aucune nuance politique ne semble recouvrir ces légères différences sociologiques, même si naturellement, le pouvoir présente la charte comme une affaire de cap-verdiens. La corruption est le point de ralliement des opposants, la Charte se voulant le rassemblement de ceux qui s'en sont tenus à l'écart. Pour cette raison, nombre d'anciens militants des années soixante et soixante-dix, à l'exception bien sûr des "bonzes" de la guérilla, en seraient proches.

Le Président répliqua publiquement à la Charte, et cette dernière répondit à son tour. Le but des 121 étaient de présenter leurs thèses au congrès du PAIGC de décembre 1991, qui devait pour la première fois se dérouler avec des thèses contradictoires en présence. Lors de ce congrès dit de "restructuration pour la démocratie pluripartisane", tenu à la base aérienne de Bissalanca, Nino Vieira attaqua à nouveau violemment la dissidence, l'accusant d'avoir développé une stratégie de rupture. La direction du Parti réussit à diviser les 121, incluant douze jeunes cadres au nouveau Conseil national, dont six signataires de la Charte ralliés quelques jours auparavant, menés par Aristides Gomes. Califa Seida fut suspendu du comité central et empêché de participer au congrès qui sanctionna ainsi la victoire des *cacôbas* (36).

On peut penser que la scission est inévitable: le temps travaille de toute façon contre les dissidents tant qu'ils restent au sein du PAIGC. Cette attitude les empêche de

(36)Le *cacôba* est un serpent ultra-vénéneux; ce surnom désigne donc les dirigeants les plus intransigeants et prêts à tout pour se maintenir au pouvoir.

structurer vraiment leur mouvement et, continuant à faire partie du pouvoir, ils sont désignés comme co-responsables de la situation catastrophique du pays par les autres courants de l'opposition. D'ailleurs, du fait de sa division lors du congrès, la fraction majoritaire de la Charte des 121 qui demeure, semble plus autonome et ouverte au dialogue avec l'opposition.

Le Frente Democrática

Il s'agit donc, comme on l'a vu, de la première formation ayant réussi à se faire légaliser, le 18 novembre 1991. Créé le 18 avril précédent par Aristides Menezes, membre du conseil d'administration du *Banco Internacional de Guiné*, le FD avait tenté dès le vote de révocation de l'article 4° une manifestation de rue, considérant que puisqu'il n'y avait plus de "parti dirigeant de la société et de l'Etat", n'importe quel groupe politique pouvait manifester. Quelques centaines de personnes selon les organisateurs, une petite douzaine selon la police, défilèrent effectivement le 5 mai de la "Mae da Agua" au quai de Pidjiguiti. Cette manifestation ne fut pas réprimée mais vigoureusement intimidée par une massive présence policière et le lendemain les gens arborant dans la rue le *T-shirt* du FD furent arrêtés et restèrent quatre jours en garde à vue. Le FD a fait montre d'un indéniable dynamisme depuis sa création, malgré l'animosité du pouvoir à son égard: pas de répression directe, mais nombre de militants ont perdu logements, emplois et salaires... Initialement, il avait été question de créer une organisation commune avec Rafael Barbosa et Vitor Saúde Maria (voir *infra*), mais des querelles sur la direction et une certaine volonté de prudence des deux derniers les séparèrent. Aristides Menezes essuya aussi un échec quand il voulut gagner à sa formation les jeunes cadres du ministère de la coopération qui plus tard créèrent la *Convergência*. Ces derniers préféraient commencer par un travail d'élaboration politique, alors qu'A. Menezes leur proposait de se rallier à un *lider*. Par ailleurs, son style n'avait pas été apprécié par tous les cadres lorsqu'il était au gouvernement.

Il est difficile aujourd'hui de caractériser nettement la base du FD: il semble avoir recruté grâce à un certain style populiste de son dirigeant parmi les jeunes, les chômeurs, les artisans; il a attiré certains cadres aussi, de l'ancien ministère du Plan notamment. Il semble assez concentré sur Bissau, même si grâce à la récolte des signatures qui a exigé de longues tournées dans les régions, il a des membres dans toutes les provinces et y a envoyé des militants qui en étaient originaires, les réunions se déroulant ainsi toujours en langue locale ou en créole. Des difficultés dans certaines zones fulas semblent avoir existé (37), sans que l'on puisse dire que cela ait été différent pour les autres partis venus chercher des signatures. Mais le FD a d'ores et déjà une bonne acceptation au Gaabu, avec des villages entiers acquis à sa cause (38). Le simple fait de passer le premier a de toute façon été un avantage, malgré des réflexes de timidité parmi des paysans attentivement observés par l'administration.

Même si dans la situation politique actuelle de la Guinée, les programmes écrits des partis ne sont pas nécessairement les critères les plus importants pour leur caractérisation, certains aspects du programme du FD méritent cependant d'être signalés. Il s'affirme pour un régime semi-présidentiel de démocratie politique, économique et sociale et réaffirme le rôle du plan dans la gestion économique -rien d'étonnant à cela puisque A.Menezes fut secrétaire au Plan- tout en étant clairement favorable à l'économie de marché. Il se prononce contre l'existence d'un "syndicat dirigiste" et défend l'autonomie des "associations syndiquées". Ses

(37)...selon le haut-cadre, précisément fula, qui m'a reçu.

(38)A titre d'hypothèse, je n'exclus pas une formidable inversion politique au cours des prochaines mois: le PAIGC n'étant plus le mouvement de libération nationale qu'il fut longtemps, connoté avec les animistes et la maturation anti-coloniale urbaine, et donc à ce titre ennemi des fulas islamisés et historiquement alliés des portugais, il est parfaitement concevable d'imaginer une nouvelle alliance, appuyée sur les grands commerçants et des chefferies entre les fulas et le parti de l'Etat, comme du temps des portugais, même si ce parti s'appelle toujours PAIGC. Sur cette route, le PAIGC risque cependant de trouver un concurrent puissant, le *Bafatà* (voir *infra*).

responsables précisent également qu'ils se définissent comme "sociaux-démocrates" et non "sociaux-chrétiens" (39).

Mais le plus intéressant réside dans la vision du modernisme. Outre la condamnation violente du "laxisme", de l'"incompréhension", de l'"incompétence", le FD considère que le respect de la démocratie

"exige l'anéantissement des états d'ignorance culturelle, la destruction des structures de pouvoir politique non conciliables avec l'autonomie fondamentale des citoyens (...). La politique agricole doit être définie par le Plan, de façon à s'intégrer dans une stratégie de développement global. Ainsi l'agriculture actuelle exige l'intervention de technologies et d'un équipement toujours plus complexes dont la rentabilité dans le contexte guinéen n'est possible que dans le cadre de profondes transformations structurelles, notamment au niveau des mentalités, de la forme de propriété du sol, de la commercialisation et de l'industrialisation des produits de la terre et des services officiels qui appuient le secteur. La dynamisation et le développement du secteur exigent une définition claire et précise des mesures d'orientation de la production agricole en accord avec les nouvelles exigences et préférences des marchés interne et externe, ainsi que l'augmentation du temps utile de l'année agricole notamment par la construction de petites digues et barrages pour la retenue des eaux pluviales (40), en tenant toujours compte d'une politique de remembrement (port.:ordenamento físico) du milieu rural. (...) L'Association des producteurs (...) constitue une des formes de défense et d'implantation du développement du secteur" (41).

Il me paraît tout à fait évident que, dans son attaque aux "structures de pouvoir politique non conciliables avec l'autonomie fondamentale des citoyens", le FD ne fait pas que répondre à l'orientation empirique néo-traditionnaliste du PAIGC. Il se prononce clairement pour la destruction autoritaire (ce qui ne veut pas dire nécessairement violente) des structures politiques "traditionnelles" (42). Et le fondement économique de cette exigence apparaît de façon limpide. La destruction de ces structures est nécessaire à la modification des formes de propriété du sol, elle-même indispensable à l'introduction de technologies à haute densité de capital fixe. La paysannerie n'est jamais vue comme agent de sa propre transformation mais comme masse informe sur laquelle doit porter une politique de modernisation. Aucune nuance n'est apportée selon les régions du pays (côtières ou non, animistes ou islamisées, matri- ou patrilinéaires, etc...). La négation de la reconnaissance de la paysannerie comme formation sociale originale apparaît dans toute sa splendeur avec la même véhémence et bonne conscience que dans les programmes nationalistes-radicaux des débuts.

J'ai d'ailleurs interrogé tous les responsables politiques d'opposition rencontrés sur le problème des *fontas*: rien d'étonnant à ce que, du côté du FD, on m'ait répondu qu'elles ne posaient pas de problème hormis quelques abus ponctuels et condamnables, et qu'il fallait bien aider les agriculteurs les plus modernes.

Moderniste, social-démocrate, laïque, hostile programmatiquement à la paysannerie même si son opposition précoce au PAIGC a pu lui attirer certains soutiens ruraux, le FD apparaît fondamentalement comme un parti créole (43). Malgré son dynamisme

(39) Il est probable que cette précision vise le parti de Rafael Barbosa et peut-être le Bafatá (voir *infra* note (54) et (63)).

(40) A noter que la coopération hollandaise, investie depuis des années dans la construction de "petites digues et barrages" en pays balante notamment, semble faire un retour extrêmement critique sur ces activités, d'importants effets pervers étant apparus.

(41) FRENTE DEMOCRATICA, *Programa e estatutos*, s.l., [1991], s.e., 40p., pp.6 et 13 notamment.

(42) Je mets le mot "traditionnelles" entre guillemets afin de ne pas entrer ici dans un débat sur la légitimité ou non, sur la réalité ou non de la... "tradition". D'un point de vue démocratique, l'important de toute façon n'est pas la légitimité ou non de l'origine d'une chefferie, mais le sentiment qu'elle inspire à un moment *n* aux personnes qu'elle encadre.

(43)...ce qui ne veut pas dire métis, rappelons-le.

initial et son influence urbaine, qui pourrait bien être renforcée par un rapprochement avec la Charte des 121, c'est là une limite claire à son extension électorale.

Le Partido da Convergência Democrática

Après le *Frente Democrática*, les deux autres partis qui déposèrent leurs signatures auprès du Tribunal Suprême furent le mouvement *Bafatá* qui vint avec camions et banderoles, et plus modestement le PCD (*Partido da Convergência Democrática*, Parti de la Convergence Démocratique), le même jour, le 29 novembre 1991.

Le PCD tire son origine d'une maturation politique de cadres définitivement dégoûtés par l'immobilisme du congrès extraordinaire du PAIGC de début 1991. En mai un GR (*Grupo de Reflexão para a Convergência Democrática*, Groupe de réflexion pour la convergence démocratique) commença à se réunir, non autour d'un *líder*, mais de thèmes de travail. Des séances, tumultueuses parfois, se tinrent et produisirent un diagnostic de la situation du pays, puis un programme, enfin des statuts. Lors de l'une de ces sessions, le secrétaire d'Etat à l'énergie et aux ressources naturelles Joao Cardoso, non membre du PAIGC, se présenta. Cette circonstance fit dire que le GR était une création du pouvoir, le Président suscitant l'apparition de mouvements d'opposition acceptables pour ensuite apparaître comme candidat "indépendant" et réunificateur à la Présidence de la République (44). Il est probable que cette version ne correspond pas à la réalité. Mais le GR étant apparu d'abord comme une structure de pensée, sans que ne soit à l'avance décidé sa structuration en parti, il est parfaitement plausible que Nino Vieira ait pensé pouvoir le manoeuvrer et, pour ce faire, ait demandé à son secrétaire d'Etat sans appartenance partisane d'y participer. Tant que le GR ne se proclama pas parti, Joao Cardoso fut d'ailleurs accepté, les initiateurs considérant que c'était à lui, et non à eux, de gérer ses contradictions personnelles. Une bonne partie des cadres du GR virent cependant sa présence d'un mauvais oeil, et quand, suite à une assemblée tenue à l'hôtel Sheraton, la transformation en parti fut décidée, le secrétaire d'Etat fut mis devant l'alternative de quitter le gouvernement ou le nouveau PCD, Parti de la convergence démocratique.

Le noyau du PCD est à la fois significatif et restreint: en simplifiant, il s'agit d'abord d'une bande de bons amis, jeunes cadres du ministère de la coopération (45). Les âges au sein de la Commission de coordination vont de vingt-huit ans minimum à trente-huit ans maximum! On y retrouve Paulo Gomes (un des plus jeunes et des plus respectés) (46), Geraldo Martins, Vicente Fernandes, cadres de l'Etat, et des hommes d'affaires comme Edmundo Evora ou surtout Vitor Mandinga, porte-parole officiel du mouvement. Ce dernier est en passe de réussir brillamment ses affaires dans le cajou. Ayant bénéficié d'un prêt grâce au soutien de la Présidence, il a contrairement à d'autres investi sur place dans la construction d'une usine de décorticage, dont les exportations ont été couronnées de succès et devraient lui permettre de rembourser le plus vite possible et jusqu'au dernier *peso* un emprunt qui tend à lui brûler les doigts... Le fait que V.Mandinga soit un métis (sombre cependant) est parfois pointé comme problème puisqu'il est le porte-parole (47), mais ses collègues ont précisément refusé d'entrer dans ce genre de considérations.

Le PCD est tout de suite apparu comme un parti d'"intellectuels", de cadres des ministères. Très sensibilisés à ce handicap, ses dirigeants ont voulu relever le défi en recueillant la majeure partie de leurs signatures dans les provinces, tenant des réunions en créole et en manjake notamment. Le milieu social semble ainsi plus large en province -petits

(44) Selon cette tactique effectivement plausible, Nino Vieira démissionnerait alors de la direction du PAIGC pour se présenter en indépendant. Le seul problème est qu'il est bien tard et que, aux Iles du Cap-Vert comme à Sao Tomé, cette tactique a lamentablement échoué.

(45)...et de ce fait bien connus des Ambassades étrangères.

(46)...dont le père fut longtemps membre du PAIGC et est toujours un des notables de l'émigration mandjake en France.

(47) Il est le fils d'un bissau-guinéen de Sao Tomé et d'une guinéenne elle-même petite-fille d'un français, un certain Dampuré, de Marseille.

agriculteurs et instituteurs notamment- qu'à Bissau. Mais il est encore bien tôt pour caractériser sa base sociale, car les signataires ne deviendront pas nécessairement des militants -ceci étant vrai pour tous les partis. Les relations du PCD avec les autres groupes d'opposition semblent avoir été rendues parfois difficiles non seulement parce qu'il est apparu après d'autres (FD, FDS, PUSD, *Bafatá*, FLING, etc...), bien qu'ayant déposé ses signatures en seconde position chronologique, mais aussi à cause de cet aspect "jeunesse intellectuelle". On sent d'ailleurs de la condescendance dans le discours du PCD à l'égard des aînés "dépassés", comme Rafael Barbosa ou le *Bafatá*, ou même le FD (48): il est convaincu qu'il a les meilleurs cadres. Cela est sans doute vrai, mais ne suffira pas à implanter un parti.

Le PCD propose d'organiser une grande conférence sur l'économie du pays, pour présenter des mesures d'urgence fondées sur les grandes lignes du Programme d'ajustement structurel. Ce programme est considéré comme techniquement bon, mais à renégocier en fixant un calendrier de mesures en fonction de la propre évolution annuelle de l'économie réelle, et du rythme de rentrée des faibles ressources (c'est en janvier que les recettes des exportations d'octobre rentrent et il faut donc éviter de grosses dépenses imprévues en mars, etc.). Selon le PCD, le PAIGC ne pouvait faire de miracles mais il existe des compétences inutilisées ou gaspillées: si les gens sont élus, ils seront soumis à contrôle et donc plus compétents. Le PCD propose donc l'élection des échelons administratifs locaux, comme les mairies dont les compétences devront être nettement délimitées de celles des *regulos*. Il a aussi avancé l'idée, encore floue, d'une représentation spécifique du monde paysan, en dehors de l'Assemblée, un genre de "deuxième assemblée", afin que le monde rural ne soit pas représenté par des notables urbains ou commerçants. Les autres aspects du programme sont moins originaux: comme les autres le PCD demande un régime semi-présidentiel avec premier-ministre responsable devant l'Assemblée (dont la première législature devra être constituante), le rétablissement d'une planification indicative, la privatisation de la plupart des entreprises d'Etat. Prônant la scolarité publique comme privée, il propose un système de bourses efficace afin de freiner l'émigration des scolaires vers le Portugal, sachant qu'en cela il faudra se heurter au FMI. Le ministère de l'Education serait même le premier ministère, celui de l'Agriculture serait cassé en plusieurs morceaux et les agronomes de l'Etat orientés vers les entreprises privées

Le fait que le PCD soit très sensible aux reproches d'intellectualisme qu'on lui a adressés provoquera-t-il la volonté d'y répondre en cherchant un véritable appui paysan? C'est ce qu'il a fait pour sa campagne de recueil de signatures et sa proposition d'une "deuxième assemblée" spécifique pour le monde rural va dans le même sens -mais il est trop tôt néanmoins pour dire si la pratique correspondra aux vœux. L'acceptation du Plan de réajustement n'ira pas sans poser des problèmes à la campagne. Le PCD ne dit pas grand-chose par exemple sur l'une des conséquences du libéralisme économique, le principe des *pontas*, même s'il condamne le mode d'attribution par favoritisme.

Enfin, le PCD souffre, pour l'instant du moins, du handicap de ne pas avoir de *lider* bien connu. Des approches étaient en cours à la fin de 1991 pour recruter un "aîné" en la personne de Filinto Vaz Martins, ancien ministre des ressources naturelles de Luis Cabral, réputé non corrompu et dirigeant d'un petit groupe, le MUD (*Movimento de Unidade Democrática*, Mouvement d'Unité Démocratique).

Le Frente Democrático Social

Le FDS (Front démocratique social) est le premier parti à avoir annoncé publiquement son intention d'être légalisé. Cependant, il manifesta au début une prudence certainement dûe aux longues années de captivité de son dirigeant, Rafael Barbosa, très dubitatif quant à la volonté du pouvoir de démocratiser la vie politique. Il souffrit dès le départ de divisions entre ses dirigeants: Vitor Saúde Maria, premier ministre de Nino Vieira

(48)La petite histoire retiendra aussi que les relations entre le FD et le PCD ne sont pas facilitées par le fait que Aristides Menezes est le frère aîné (même père) de Vitor Mandinga, et ne semble guère apprécier la dissidence du cadet.

du 17 mai 1982 au 12 mars 1984 (date à laquelle cette fonction fut supprimée), écarté pour rumeur de coup d'Etat, en fut le co-fondateur et le premier secrétaire-général. Le 31 mai, il en fut chassé, la divergence portant sur la candidature aux présidentielles. Rafael Barbosa, pourtant âgé et usé par la captivité, a en effet toujours dit, avec beaucoup d'énergie, que si Nino Vieira se représentait, il se présenterait contre lui. Saúde Maria créa ensuite sa propre formation, le PUSD (*Partido de Unidade Social-Democrático*, Parti d'unité social-démocrate), dont on dit qu'elle est fortement marquée par les origines mancanhe de son chef, mais aurait aussi un soutien parmi les commerçants à cause de la réputation de bon gestionnaire et bon connaisseur de la politique internationale laissée par l'ancien premier ministre. Le PUSD aurait souffert lui-même d'une récente dissidence, avec la sortie de Francisco Fadul. Aristides Menezes, du FD, fit aussi partie du FDS de Rafael Barbosa au début, s'en écartant rapidement à cause de la prudence de ce dernier sans doute, mais à mon avis aussi à cause des trajectoires sociales et culturelles (voire religieuses) totalement différentes des deux hommes (49).

Rafael Barbosa est un puissant opposant, mémoire de tous les drames qu'a connus la Guinée-Bissau. Plus qu'un parti, c'est une figure charismatique (peut-être plus respectée que charismatique d'ailleurs), même s'il insiste beaucoup sur la formation du parti, le FDS, qui continuerait son oeuvre au cas où il disparaîtrait. Il est donc indispensable d'évoquer sa biographie.

Né le 17 mars 1927, fondateur le 4 avril 1947, avec José Ferreira de Lacerda, César Mário Fernandes, Hipólito Mário Fernandes et José Monteiro du *Partido Socialista da Guiné* (Parti socialiste de Guinée), il fut convié le 20 septembre 1956 par Amílcar Cabral à rejoindre le PAI (*Partido Africano da Independência*) créé la veille à la Granja de Persubé. Il commença en janvier 1957 un travail clandestin dans la région de Tombali, parcourant durant cinq mois diverses zones du pays. L'activité du PAI fut cependant interrompue en 1957 par la répression. Mais dès la fin de la même année, il créa avec Tomás Cabral, Estevao Tavares et toujours César Mário Fernandes le FRAIN (*Frente Revolucionária Africana para a Independência Nacional*, Front révolutionnaire africain pour l'indépendance nationale), puis le MLG (*Movimento de Libertação da Guiné*, Mouvement de Libération de la Guinée), cette fois-ci à Bissau même, dans la maison de Ladislau Justado Lopes, avec, outre les noms déjà cités, Souto Amado, Alfredo d'Alva Menezes, et José Francisco. Ce mouvement aussi fut démantelé par la police portugaise. Après la 1ère réunion, à Dakar en octobre 1960 de la CONCP (*Conferência das Organizações Nacionalistas das Colónias Portuguesas*, Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaise), Rafael Barbosa fut nommé président du nouveau PAI, désormais PAIGC, Amílcar Cabral en étant le secrétaire-général. Revenu au pays, il fut arrêté par la PIDE (*Polícia Internacional de Defesa do Estado*, Police internationale de défense de l'Etat, la redoutable police politique portugaise) le 5 mars 1962. Après une brève période de libération en 1964, il fut emprisonné à nouveau jusqu'en 1969 (50). De 1970 à 1974, il fut détenu un grand nombre de fois pour de courtes périodes et toujours assigné à résidence, continuant néanmoins son activité dans ladite "zone zéro" de la clandestinité et maintenant une correspondance avec Amílcar Cabral par des agents de liaison comme Maximiano Sá ou Duarte.

(49) Ces divisions n'empêchèrent pas les trois formations de se réunir les 30 et 31 juillet 1991 pour demander la fin du harcèlement de la police lors des campagnes de recueil des signatures, une nouvelle loi électorale, la libération des prisonniers politiques et pour protester contre le retrait des voitures de service aux fonctionnaires ayant rejoint l'opposition. Cependant, du côté du FD, du FDS et du PUSD tout comme du PCD, c'est la division qui l'emporte: chacun semble décidé à aller seul aux législatives, quitte à faire ensuite des coalitions de gouvernement ou pour les présidentielles. Est-ce pour empêcher de possibles coalitions sur la base des résultats aux législatives que le PAIGC, semblant changer de position, propose maintenant d'organiser les présidentielles avant les législatives?

(50) C'est lors de l'une de ses libérations qu'il prononça un bref message élogieux pour la manière dont les Portugais l'avait traité, message qui lui fut durement reproché par la suite.

Après la mort d'Amilcar Cabral et l'indépendance de la Guinée, il fut arrêté le 22 mai 1974 et incarcéré au Boié Oriental, accusé de haute trahison par le PAIGC, pour collaboration avec les Portugais et contribution à l'assassinat de Cabral. Il eut alors, semble-t-il, la naïveté de donner à son parti toute la documentation qu'il possédait, notamment la correspondance avec Cabral, qui bien sûr ne fut pas utilisée lors du procès ouvert le 13 septembre 1976 par le tribunal militaire de Bissau. Ce procès dura jusqu'en mars 1977, dans des conditions plus que contestables, les témoins de l'accusation étant souvent à la fois membres de la *Segurança* du PAIGC et anciens collaborateurs de la PIDE. Malgré une vigoureuse défense menée par l'avocat cap-verdien Vladimir Brito, il fut condamné à mort, peine commuée par la suite en prison à vie, puis à quinze ans (dont il fera finalement quatorze années, en deux phases). Lors du coup d'Etat du 14 novembre 1980, Nino Vieira crut bon de le libérer et de l'amener à la radio pour qu'il fasse une déclaration de soutien. Ce qui se produisit, mais bien au-delà du souhaitable: son intervention fut accueillie avec un tel enthousiasme dans la ville de Bissau, démontrant qui était le nouveau président souhaité, que sa retransmission fut coupée avant même d'être terminée... Il fut à nouveau assigné à résidence, mais en pratique mis au secret dans l'île de Formosa (archipels des Bijagós). Il ne put revenir à Bissau qu'en 1990, ayant fait au total vingt-trois années de captivité: rien d'étonnant à ce que ses partisans aient adopté le slogan "Barbosa e nô Mandela" - "Barbosa est notre Mandela".

Le FDS a publié un "Manifeste" et un "Programme". Ce dernier est moins détaillé que celui du FD. Certains passages des deux programmes se ressemblent énormément (51), probablement issus de la période initiale commune du FD et du FDS mais la sensibilité globale qui en émane est nettement différente. Si dans ses statuts (article 1°) le FDS dit lutter pour la "véritable démocratie politique" et la "démocratie pluraliste dans ses dimensions politique, économique, sociale et culturelle", la démocratie politique est quasiment absente de son programme (les mots mêmes n'apparaissent pas), alors que le programme du FD en est rempli; en revanche il y a une forte insistance sur la "démocratie économique, sociale et culturelle". Du reste là où le FD veut regrouper les "plus vastes couches sociales", le FDS se dit l'"émanation de la volonté du peuple travailleur" et le regroupement de "paysans, ouvriers et intellectuels". Alors que le programme du FD commence par un énoncé détaillé des principes constitutionnels; alors que la "démocratie économique et le développement" ainsi que la "démocratie sociale et culturelle" n'y sont abordés qu'en troisième et quatrième parties, le programme du FDS commence, après un préambule d'une seule page, directement par la "politique de développement socio-économique" et, au sein de celle-ci, par l'éducation, la santé, l'habitation, le travail... Il se prononce pour un enseignement primaire "gratuit et obligatoire" (mais pour une "gratuité régressive dans les degrés supérieurs"), pour un "service national de santé, universel et général", pour la fixation d'âge et salaire minimaux pour le travail et d'un horaire hebdomadaire maximum. Il demande une protection pour les jeunes guinéens, "spécialement les jeunes travailleurs". Comme les autres il demande la liberté syndicale et le droit de grève, mais, ce qui est plus original, a l'intention de créer ultérieurement son propre syndicat (52). Les mots "économie de marché" n'apparaissent nulle part même si la propriété privée est acceptée, aux côtés de la propriété publique ou coopérative: l'"économie nationale" est simplement définie comme devant "avoir pour objectif fondamental la satisfaction du bien-être des citoyens".

En matière agricole, le programme n'établit pas une priorité entre le "ravitaillement en produits vivriers de première nécessité" et l'"accroissement des exportations"; il est cependant indiqué -en contraste total avec le programme du FD ici- que l'Etat devra appuyer "de préférence les petits et moyens agriculteurs, notamment ceux associés en coopératives de travailleurs agricoles". L'appréhension des pouvoirs traditionnels semblent également plus prudente: s'il est précisé que seuls les tribunaux peuvent administrer

(51)Notamment l'article 9° des statuts du FD sur les "travailleurs démocrates" et l'article 14° des statuts du FDS sur les "travailleurs démocrates-sociaux". FRENTE DEMOCRATICA, op.cit., p.24 et FRENTE DEMOCRATICA SOCIAL, *Programa e estatutos da FDS*, [Lisbonne], [1991], 36p., p.22.

(52)Entrevue.

la justice, et que les militants du FDS ont pour devoir de lutter contre "les manifestations négatives du tribalisme", il est recommandé de "mettre à profit les potentialités des formes traditionnelles d'organisation sociale des diverses communautés nationales dans le but d'une meilleure convergence d'action du pouvoir politique et de la société civile". Interrogé, Rafael Barbosa répond d'ailleurs qu'il n'y a "pas de problèmes ethniques" mais que "le PAIGC, qui a assassiné les *régulos*, cherche à les regagner en leur redonnant l'investiture"; le FDS lui, propose de "respecter mais non favoriser".

Tout ceci est bien flou, mais la sensibilité sociale est incontestable. Outre la forme syndicale, il est d'ailleurs, sauf erreur, le seul à prévoir une organisation politique spécifique pour ses "travailleurs à compte d'autrui"; qui plus est, il est précisé que les représentants de ceux-ci au sein des instances du FDS ne pourront pas être critiqués par ces dernières, ce qui leur attribue donc en principe une certaine autonomie et le moyen de ne pas être écrasés par les intellectuels (article 14°) (53). Cette sensibilité sociale incontestable est inscrite dans la trajectoire même de Rafael Barbosa et de ses partisans. Ils sont directement issus du groupe des *grumetes* (voir note (28)), anciens prolétaires urbains et du port, instituteurs, bref une couche sociale ayant assez nettement rompu avec la campagne, milieu fondateur du vieux PSG et base sociale originelle du PAIGC. Bien sûr, le développement du PAIGC amena une base paysanne, avec laquelle l'actuel FDS veut renouer (dans le recueil des signatures, il en a obtenu 214 et 160, au lieu des cinquante nécessaires, dans les régions de Ohio et Biombo, m'a-t-on fièrement annoncé). Enfin, même si le FDS se réclame d'un "Etat de droit démocratique et laïque" et se déclare "indépendant de toute confession religieuse ou association [sic] philosophique", on note que le principe n°3 de son préambule est le suivant: "la famille constitue la base *sacrée* de la société, et comme telle doit être respectée et honorée" (souligné par moi). Notons aussi que Rafael Barbosa est évangéliste (54) et que, d'une manière ou d'une autre mais de toute évidence, cela se sent.

Rafael Barbosa a aussi été qualifié de violemment anti-cap-verdien (55), chauvin, etc.; il est difficile de faire la part des diverses propagandes sur ce terrain. On croira facilement qu'une solide haine le dresse à jamais contre Luis Cabral et ses amis, effectivement créoles. Mais cela ne vise pas nécessairement les créoles en tant que tels. Par ailleurs, l'accusation qui lui fut faite d'avoir collaboré avec les autorités portugaises semble peu vraisemblable. Il est possible en revanche qu'il ait été, à la fin de la période coloniale, favorable à des négociations avec les Portugais; de là à avoir participé à l'assassinat de Cabral..., il y a toute la force des règlements de compte au sein du PAIGC après la mort de son *lider* historique. L'histoire de l'assassinat de Cabral reste de toute façon à faire (56), mais il n'est nullement impossible que ce dernier ait lui-même été tenté par les négociations proposées par l'entrepreneur général Spinola -le sachant, la PIDE l'aurait assassiné précisément pour les empêcher et "casser" la tactique spinoliste. Que la police secrète portugaise se soit engouffrée dans les luttes de fractions et cliques internes au PAIGC est plus que probable. Mais l'inculpation et la condamnation de Rafael Barbosa a sans doute été pour ces fractions et cliques opposées une issue commode trouvée à leurs luttes inachevées, mais dépassées par l'arrivée de l'indépendance.

(53)Notons par ailleurs que l'article 2° reconnaît explicitement le "pluralisme d'opinions au sein des instances du Front". Si les mots ont un sens, il s'agit donc du droit de tendances.

(54)Au siège provisoire du FDS, un pauvre rez-de-chaussée d'un entrepôt commercial, je fus reçu par trois personnes dont le choix ne tenait peut-être pas du hasard: un évangéliste, un musulman et un "sans religion". Pas de catholique. Voir aussi note (39).

(55)A noter que les cap-verdiens, y compris ceux de Guinée, sont catholiques dans leur écrasante majorité. Mais le programme du FDS a été imprimé, à Lisbonne, sur les presses de *Rádio Renascença*, l'émetteur catholique..., ce qui peut n'être, j'en conviens aisément, qu'une simple anecdote sans signification.

(56)Les archives de la PIDE ont été gelées pour 99 ans en 1974 par les militaires révolutionnaires... Quand on voit ce qui se passe aujourd'hui avec les archives de la Stasi est-allemande, on peut les comprendre. Luis Cabral a publié récemment un livre où, dit-il, il a écrit tout ce qu'il savait, mais on n'est pas obligé de le croire. Rafael Barbosa prépare aussi le sien, *A força do destino*, La force du destin.

On a donc bel et bien l'impression, qui mériterait certes d'être plus fondée, d'une continuité avec le vieux PSG, voire d'un *saudosismo* (attitude fondée sur la nostalgie) du PSG. D'ailleurs, à la question: "Pourquoi ne pas reprendre ce vieux sigle?", Rafael Barbosa répond simplement: "Pour ne pas inquiéter l'Africain et éviter l'importation". Il est vrai que, là comme en bien d'autres endroits, c'est au nom du socialisme que la dictature du parti unique s'est exercée...

Le FDS a déjà souffert de plusieurs scissions: celles d'Aristides Menezes et de Vitor Saúde Maria donnant naissance au FD et au PUSD, ainsi que, récemment (mi-février 1992) celle de Cumba Yala, ex-second vice-président du FDS qui vient de créer un PRS (*Partido da Renovação Social*, Parti de la Renovation Sociale) qui semble actuellement un groupuscule. Ce dernier départ n'ampute probablement guère les potentialités du FDS. Moderniste (57), urbain sans excès mais *grumete* certainement, peu rejoint par les cadres (58), non créole (mais se targuant de quelques sympathisants blancs), laïque mais emprunt de christianisme (voire d'évangélisme) social, sorti tout droit de l'histoire coloniale et convaincu de sa légitimité (59), le FDS pourrait ainsi se révéler une surprise tant que vit son Président. Un décalage pourrait apparaître entre ses résultats aux législatives et aux présidentielles, mais ce sont les premières qui, fin 1991, attireraient toute son attention, avec la volonté de faire de "notre Mandela" la bannière fortement personnalisée du parti.

La Resistência da Guiné-Bissau/Movimento Bafatà

La RGB (Résistance de la Guinée-Bissau), appelée aussi du "pseudonyme" de Mouvement *Bafatà*, est le mouvement le moins connu quoique, si l'on met de côté le vieux et squelettique FLING (voir *infra*), le plus ancien. Cela s'explique par la rigoureuse clandestinité dont il semble s'être entouré. C'est après les sept fusillades du cas Paulo Correia, dont celle de Vitório Pa, un séminariste et avocat lié aux milieux de l'opposition guinéenne, que le Dr. Domingos Fernandes Gomes (60) quitta le pays et créa dans l'exil lisboète ce mouvement le 27 juillet 1986, création annoncée seulement le 12 novembre suivant. Le premier congrès fut réuni le 10 décembre 1988, une "Plateforme de dialogue pour la concorde nationale" envoyée au gouvernement de Bissau le 12 mars 1989, un "Plan de démocratisation" annoncé depuis Lisbonne, Londres et Paris le 15 juin 1990; le 10 novembre 1990, la RGB-MB fut acceptée comme membre du Comité de coordination de la Conférence pour la démocratie en Afrique, à Dakar.

L'histoire de l'appellation *Bafatà* ne semble pas très claire, et face à la coloration régionaliste qu'elle donne, les responsables ont fourni l'explication suivante: en langue mandingue, "Ba-fata" signifie "la marée est haute", c'est-à-dire, "la coupe est pleine" et en même temps, "il est temps d'avancer", "il est temps de changer". En graphie portugaise, *Bafatà* présentait donc l'avantage d'être une parole de la vie quotidienne des guinéens, maintes fois prononcées. Le mot *Bafatà* passerait bien auprès de ceux que le mouvement appelle les "intellectuels illettrés" du pays, les *homens grandes*. Le PAIGC ayant profité de ce nom pour leur coller une connotation régionaliste et, comme la direction se maintenait à Lisbonne, néocoloniale, ils répondirent par l'affirmation que le calcul régional serait bien mauvais: "Même si tout le peuple de Bafatà votait pour le mouvement *Bafatà*, cela ne suffirait pas à arriver au pouvoir". Enfin bien sûr, Bafatà, deuxième ville du pays, a son équipe de football, et donc le mot *Bafatà* peut être prononcé sans crainte sous des apparences anodines. La ville de Bafatà présente par ailleurs l'avantage d'être dans l'intérieur des terres, et d'être le

(57) Selon le FDS (comme les autres), l'alphabétisation doit être faite en portugais, vision technocratique typique de l'idéal national de type européen.

(58) Ce qui explique sa méfiance envers les jeunes du PCD par exemple, sans exclure pour autant des négociations "après la légalisation" -le fait d'arriver en quatrième position de ce point de vue est visiblement une pilule amère pour Rafael Barbosa. A l'extérieur, le FDS a des délégations à Dakar, Lisbonne, Paris et Rome.

(59) S'il obtient la majorité, le FDS veut gouverner seul...

(60) Né le 4 août 1950, médecin diplômé de l'Université catholique de Rome, spécialisé en gastroentérologie, il a été directeur de l'hôpital Simao Mendes de Bissau et membre de la direction de la Croix-Rouge bissau-guinéenne.

lieu de naissance d'Amilcar Cabral. Lieu de résistance donc, et aujourd'hui contre le pouvoir de Bissau. Cependant, Bafatà a toujours été le cœur des zones islamisées pro-portugaises...: les mauvaises langues disent donc aussi, résistance contre le PAIGC du temps de la guérilla...

Quoiqu'il en soit, le *Bafatà* me semble tout à fait impressionnant en tant que parti. D'une certaine manière il m'est même apparu, fin 1991, comme la seule véritable machine partisane déjà construite. Lors de la remise des signatures le 29 novembre, il a présenté 5.098 noms dont 4.158 certifiés. Mais ces signataires ne sont pas nécessairement les adhérents du mouvement. A la différence des autres groupes, le *Bafatà* semble avoir réussi à la fois le recueil de noms et l'organisation de ses sections locales. Il revendiquait au même moment environ 38.000 adhérents dûment recensés, plus deux mille formulaires encore non dépouillés, regroupé en neuf régions ou secteurs de trois à quatre mille adhérents chacun (61). Le sens de l'"adhésion" prête naturellement à discussion: dans un processus récent de démocratisation, l'enthousiasme peut porter à adhérer nombre de gens qui ne militeront jamais, d'autant plus que, m'a-t-on précisé, le *Bafatà* ne prélève strictement aucune cotisation à la base ("nem um tostao" - "pas même un sou"), seuls les dirigeants devant s'en acquitter. Cependant il y a un phénomène tout aussi puissant en sens contraire: la peur d'adhérer à l'opposition, alors que l'administration du parti unique est encore toute entière présente. Il est donc probable que les milliers d'adhésions que recueille le *Bafatà* doivent être prises très au sérieux et s'expliquent en partie par l'ancienneté du mouvement. Mais en partie seulement: malgré sa direction en exil cela signifie qu'il a été présent sur place, ce qui pose le problème des réseaux et biais par lesquels il a pu passer. Cela est d'autant plus frappant que les autres courants, créoles ("121", FD) ou "noirs" (FDS, PCD, PUSD, PRS) indépendamment du jugement politique qu'ils peuvent porter sur lui, ne savent pratiquement rien de sa réalité sociale, comme s'il s'agissait de réseaux humains et culturels ne se rencontrant guère.

Dans son programme (très court) (62), le *Bafatà* se réclame d'un "Etat laïque inspiré des valeurs de l'Etat de droit démocratique" et se proclame mouvement "national" et "sans caractère confessionnel". Il réfute la connotation chrétienne, même s'il revendique des adhérents catholiques ou "issus des missions", protestants, islamiques, animistes. Mais cela n'est pas significatif: tous les partis se réclament de leur indépendance à l'égard des confessions, le pays étant fortement pluraliste de ce point de vue (chrétiens majoritairement catholiques, animisme puissant, islam en expansion). Encore une fois, l'important n'est pas la confession déclarée ou non, mais les réseaux sociaux et culturels que cela recouvre. Il semble bien de ce point de vue que le *Bafatà* ait bénéficié du réseau des missions et églises catholiques. Et c'est bien après l'exécution de Vitorio Pa, séminariste, que Domingos Fernandes Gomes, diplômé de l'université catholique romaine, a pris le chemin de l'exil.

Mais le mouvement recrute aussi beaucoup en terre islamisée (63). Contradiction? Nullement! Historiquement, l'église catholique a recruté ses adeptes au sein des sociétés animistes, y introduisant le droit romain et les valeurs patrilinéaires; elle était institutionnellement (concordat de 1940) liée à l'Etat portugais, allié des musulmans, patrilinéaires. Dans la mesure où l'Islam bissau-guinéen est "tranquille" et qu'aucune velléité de type "république islamique" (comme il a tout de même existé fugacement au Sénégal voisin) ne semble devoir prendre forme, il y a sans doute plus de "facilité sociologique" à la coexistence politique entre catholiques (catholiques *noirs*) et musulmans, qu'entre les

(61) Naturellement, mon premier réflexe a été de sourire devant une propagande aussi naïve. Il se trouve cependant que, dans la maison sans aucun signe extérieur distinctif qui fait office de siège social du mouvement, j'ai pu moi-même consulter des caisses entières de fiches d'adhésion. Un ordinateur attendait un technicien, qui devait venir de Lisbonne, pour englober tout cela. Le 24 janvier 1992, selon *InformAfrica*, le *Bafatà* annonçait 75.558 adhérents... (*InformAfrica Confidencial*, Lisbonne, n°34, février 1992).

(62) Tout du moins celui auquel j'ai eu accès à Bissau; une version plus complète aurait été publiée à Lisbonne; RESISTENCIA DA GUINE-BISSAU, *RGB/Movimento Bafatà, A força do futuro*, s.l., s.d.[1991], dépliant de 6 pages, supplément à *Corubal*, [décembre 1990], organe officiel de la RGB-MB.

(63) Un ancien député du PAIGC, musulman venu de la frontière est, était d'ailleurs présent lors de ma venue à la maison du *Bafatà* -et il s'agissait bien là du hasard, à l'inverse peut-être de la délégation qui me reçut au FDS (voir note(54)).

premiers et les évangélistes, ou même les créoles "culturellement" catholiques mais...créoles. Encore une fois il ne faut pas exagérer ce type de classification (surtout le clivage simpliste noirs-créoles car les créoles sont très souvent noirs, ou le clivage *guineenses-burmedjos*) et des regroupements sont possibles. Simplement, à ce qui n'est que l'étape actuelle, chaque milieu tend plus ou moins à produire tel ou tel type de représentation.

Après le vote de la loi sur les partis, la plupart des membres de la direction du *Bafatà* restèrent dans l'exil (notamment D.Fernandes Gomes et Helder Vaz), extrêmement méfiants quant aux ouvertures de Nino Vieira, faisant notamment remarquer que la peine de mort était maintenue (l'abolition de la peine de mort est l'un des "dix principes" du mouvement). Une première délégation arriva cependant le 20 mai, conduite par son président, qui tint une conférence de presse au Sheraton et appela au dialogue et à la tolérance, bases de la démocratie. Elle repartit peu après, laissant deux membres sur place, qui organisèrent les premiers pas légaux du parti (64). On trouve dans les "principes" du *Bafatà* une assez nette insistance sociale, mais en des termes beaucoup plus moralement définis que dans le programme du FDS par exemple. Quatre des dix principes concernent le travail: "chaque citoyen doit rechercher son honneur dans l'accomplissement d'un travail qui le dignifie"; "Tout citoyen a droit au travail et a le devoir de travailler (...)"; "La société (...) a l'obligation de permettre à chacun un travail apte au plein développement de ses capacités"; "Tout travail socialement utile est d'égale dignité, indépendamment de sa simplicité ou de sa complexité (...)". Devant une telle volonté de "progrès par le travail", il est vrai qu'on ne peut s'empêcher de penser à l'éducation missionnaire!

Alors que tous les autres partis (toujours à l'exception du FLING), ou bien se réclament de la légitimité de la lutte armée et d'Amilcar Cabral, que le PAIGC ultérieur de Luis Cabral et Nino Vieira aurait trahi ("121", FD, PUSD, FDS, MUD), ou bien sont muets à ce sujet (comme les jeunes du PCD pour qui cela est de l'histoire ancienne), à l'inverse le *Bafatà* demande explicitement la suppression de la "distinction abusive" entre "ceux qui ont lutté" et "ceux qui n'ont pas lutté". Cela est une protestation contre l'auto-attribution des postes-clés aux dirigeants ex-guérillos. Mais il me semble qu'il faut en avoir une lecture plus vaste. Il s'agit aussi du refus de la théorie de la "création de la nation" par la lutte, de l'affirmation que les populations chrétiennes ou islamisées qui étaient restées sous gestion portugaise sont tout autant légitimes que d'autres et que la guérilla n'est donc pas un mythe intouchable, qu'elle a même pu repousser dans les bras de Lisbonne certains segments de population. Par là, le *Bafatà* se positionne ouvertement comme le représentant naturel et "redignificateur" de la population des zones "non libérées". A ce niveau, la comparaison est possible avec le FDS, représentant naturel des militants de la "clandestinité non armée", des structures du PAIGC en zones portugaises; mais il se réclame de la légitimité de la lutte armée alors que la RGB-MB ne porte pas de jugement sur ce point, partant de la population "en soi" et non de l'histoire militante. Pourtant il réclame un "statut de l'ancien combattant de la liberté de la Patrie", mais cela est parfaitement cohérent avec ce qui précède dans la mesure où les guérilleros de base ont été, comme les autres paysans, les sacrifiés des régimes de Luis Cabral et Nino Vieira.

Un peu comme le FDS, le *Bafatà* est sensible au problème de la "tradition": il accepte d'en maintenir les structures "tout en les modifiant". Il compte sur la "dynamique propre" des autorités traditionnelles pour servir les intérêts du public, alors que le PAIGC voudrait les transformer en clientèles en manipulant les règles de succession. Sa sensibilité rurale se sent aussi dans une claire condamnation de l'extension récente des *pontas*, vues comme une utilisation de fonds publics pour financer des activités privées, accompagnées d'expropriations, d'indemnités sous-évaluées et d'attributions de terres y compris à des sociétés étrangères. "Bindi terra", "la terre est en vente", telle est la caractérisation du

(64) Il s'agit d'Alexandre Joao Bucancile Baçarme Cabral, un ancien étudiant-travailleur à la faculté de droit de Lisbonne ayant "par principe" toujours refusé une bourse du PAIGC et ayant monté, avant son retour, une petite entreprise de sécurité; et d'António Bamba, un ingénieur de l'agro-alimentaire -deux cadres n'ayant donc jamais appartenu à l'appareil d'Etat.

Bafatà (65). Et pas seulement la terre: le plus moderne des deux quais de Pidgiguiti (66) a été vendu ou loué à un groupe portugais, la SOMAPESCA semble devoir être vendue à un groupe allemand sans concours public, etc...

Le *Bafatà* demande l'augmentation des salaires et refuse catégoriquement la privatisation de la santé, mais accepte la coexistence d'un enseignement primaire privé et public. Il demande la renégociation du Plan de réajustement, globalement accepté: les fonctionnaires surnuméraires doivent effectivement être licenciés, mais il faut prévoir leurs reclassements en coopératives ou petites entreprises. Le gouvernement lui-même devra être restreint, la Guinée ayant "plus de ministres et secrétaires d'Etat que la France".

Une caractéristique politique doit être discutée: le 27 août 1987, la RGB-MB a été acceptée comme membre de la "Résistance internationale" dont le siège est à Paris; le 19 juillet 1988, elle a été partie prenante de la création de la FRULDA (*Frente Unitária para a Democracia e Liberdade em Africa*, Front d'unité pour la démocratie et la liberté en Afrique). Ces deux mouvements sont nettement connotés à droite, si ce n'est plus. Cela doit-il induire à penser que le *Bafatà* est un mouvement populiste de droite? Ce n'est pas du tout évident. Dans la mesure où, depuis 1975, les cinq pays africains de langue officielle portugaise étaient dirigés par des partis uniques soit officiellement "marxistes-léninistes" (MPLA d'Angola et FRELIMO du Mozambique), soit nationalistes-radicaux (PAICV du Cap-Vert, PAIGC de Guinée-Bissau et MLSTP de Sao Tomé e Príncipe) (67), un mouvement d'opposition alors isolé comme le *Bafatà* a parfaitement pu être attiré dans des réunions internationales plus ou moins liées aux *lobbies* anti-communistes américains. Mais cela me semble avoir eu plus une dimension "instrumentale" que réellement politique. Du reste, si le *Bafatà* met comme numéro un de ses objectifs "combattre le régime totalitaire de parti unique", le reste de son vocabulaire n'est nullement comparable à celui de la RENAMO mozambicaine ou même de l'UNITA angolaise, dont les discours sont remplis d'expressions du genre "lutte contre le communisme", "abattre le régime marxiste-léniniste", etc... Le discours du *Bafatà* est fondamentalement modéré.

Non créole, populaire mais sans lien avec la lutte armée, proche du catholicisme social, dirigée par une génération intermédiaire entre celle des "bonzes" de la guérilla et les jeunes scolarisés actuels, non issue de la maturation politique de cadres de l'appareil d'Etat (68) mais de gens qui n'ont jamais été associés au pouvoir, la RGB-MB est un parti modéré, mais efficacement organisé: elle a clairement l'ambition d'obtenir la majorité absolue pour elle seule (69) et s'il est hasardeux d'approuver ce pronostic, il est d'ores et déjà certain qu'elle sera l'un des principaux partis bissau-guinéens (70).

(65)Entrevue.

(66)En 1959 une grève des dockers de Pidgiguiti fut violemment réprimée. Ce massacre est l'un des mythes fondateurs du nationalisme moderniste guinéen. Même si l'"historique" quai de Pidgiguiti reste propriété étatique, tout ce qui touche au port est fortement symbolique.

(67)...et internationalement soutenus non seulement par les partis communistes de l'Est, mais aussi par les social-démocraties occidentales, voire par tout le monde pour le Cap-Vert!

(68)...ce qui ne l'empêche pas de recruter maintenant aussi au sein de l'appareil d'Etat, en particulier auprès de militaires qui ont pourtant encore formellement la carte du PAIGC.

(69)Elle a proclamé qu'elle n'accepterait de gouverner qu'avec la majorité absolue, "sans quoi le PAIGC manœuvrera pour rendre inviable n'importe quel exécutif". Elle s'apprête à lancer l'édition légale de son journal, Corubal, depuis Bissau et Lisbonne, sous la direction d'Alexandre Cabral.

(70)Le 27 janvier 1992, elle a remodelé son exécutif. La Présidence est inchangée (Domingos Fernandes Gomes), Salvador Tchongó et Laurindo Costa étant les premier et second vice-président, Helder Vaz restant secrétaire-général.

Improbable conférence nationale

Outre les formations politiques étudiées ("121", FD, PCD, FDS, RGB-MB) ou évoquées (MUD, PUSD, PRS), il y a encore quelques petites formations. Le FLING (*Frente de Libertação Nacional da Guiné*, Front de libération nationale de la Guinée), qui semble s'adjoindre maintenant le sigle PSG (*Partido Socialista da Guiné*) dans une possible tentative de captation d'héritage, est une vieille formation rivale du PAIGC. Initialement soutenue par le Sénégal de Senghor, elle ne fut jamais reconnue par l'OUA et ne parvint pas à développer une lutte armée. Elle se maintint dans l'exil dakarois et gambien, jusqu'à réapparaître récemment, dirigée par Kankoila Mendy François qui réside habituellement au Sénégal et en France. Pourra-t-elle bénéficier de son ancienne base ethnique parmi les mandjakes? D'autres formations, comme le PCD, ont des dirigeants mandjakes et une base mono-ethnique peut gêner, sans l'empêcher, le recueil des signatures dans chaque province. A la fin février 1992, le FLING-PSG venait tout juste de remettre ses signatures au Tribunal Suprême de Justice.

Il y a aussi un FDRGB (*Frente Democrática para a Reconstrução da Guiné-Bissau*, Front démocratique pour la reconstruction de la Guinée-Bissau), dirigé de Londres par Joao Tatissa; un PDP (*Partido Democrático do Progresso*, Parti démocratique du progrès) créé par Amin Saad, résident au Portugal et formé en droit en France; et même, en cours de constitution, un parti écologiste qui se veut ouvertement défenseur des paysans (71).

Enfin, l'ancien président Luis Cabral, sans créer de mouvement politique, a fait plusieurs déclarations extrêmement violentes contre Nino Vieira; cependant, même si ces diatribes indiquent qu'il nourrit le désir de revenir sur la scène politique guinéenne, son passé politique disqualifie ses véhémentes protestations démocratiques actuelles. Lui comme Nino Vieira sont assimilés au parti unique et à nombre de violences. Il me semble donc exclu qu'il en sorte quelque chose de notable.

L'opposition bissau-guinéenne apparaît bien divisée, et le fait que cela ne relève pas principalement de problèmes programmatiques est le signe paradoxal que ces divisions sont assez profondes. Elles recourent une multitude de lignes de clivage: guérilleros et non guérilleros, dirigeants guérilleros et guérilleros de base, militants de la lutte armée et militants de la clandestinité non armée, intellectuels de Conakry et militants de l'intérieur, *guineenses* et *burmedjos*, catholiques noirs ou évangélistes, chrétiens et musulmans, cadres issus de l'appareil d'Etat ou d'autres secteurs de la société, sensibilités ethniques et créoles "nationaux", amis de la Présidence et expulsés, autorités traditionnelles et couches créoles modernistes, salariés *grumetes* et clientélismes marchands, petits paysans et *ponteiros*, etc... On a là aussi, je crois, une conséquence de seize années de parti unique, fondées sur la captation et la monopolisation de la légitimité et de l'idéal national: l'opposition a été niée/anéantie et ne réapparaît qu'en reproduisant les localismes par lesquels elle reprend sa maturation, entendant par "localismes" non seulement des espaces géographiques, mais surtout sociaux et culturels. Et tout le monde devant accepter les diktats du FMI et le réajustement, ce n'est pas des nuances des programmes que proviendront les véritables différences, mais des caractéristiques des milieux fondateurs: le consensus programmatique pousse à l'éclatement socio-ethnique.

La Guinée-Bissau n'est cependant pas un pays de castes: cela signifie que les divisions mentionnées, nombreuses et réelles, ne sont nullement insurmontables sur le plan politique. Des regroupements sont donc plausibles, les manoeuvres allant bien sûr bon train pour les empêcher.

Au début, tous les partis, PAIGC inclus, semblaient d'accord pour que les législatives se déroulent avant les présidentielles, afin d'y voir plus clair et de pouvoir définir les compétences présidentielles avant l'élection du Président. Le pouvoir savait que la logique des présidentielles -pour peu qu'on lui laisse le temps de jouer- impliquerait des alliances,

(71)Notons encore que l'évêque de Bissau, puissance politique non négligeable, est un italien très engagé dans la défense des paysans et dans la critique de l'ajustement et de ses conséquences sociales. Correspondance particulière.

alors que les législatives permettent une plus grande division (une proposition les fixait à juin 1992). Les partis, du moins ceux qui sont légalisés ou en voie de l'être, disaient vouloir aller seuls aux législatives, forme de conquérir leur espace politique. Mais le PAIGC a ensuite renversé sa proposition: prenant sans doute conscience de sa défaite certaine à des législatives proportionnelles, il propose maintenant d'organiser les présidentielles d'abord -Nino Vieira pouvant conserver des chances d'être le candidat obtenant le plus de voix, face à un éparpillement de concurrents n'ayant pas eu le temps de former des coalitions. Et il propose comme date le 15 novembre 1992, lendemain de l'anniversaire du coup d'Etat du 14 novembre 1980, ce qui lui permettrait de faire, la veille du scrutin, un grand discours rappelant qu'il a chassé Luis Cabral le créole...

Il est difficile dans ce cadre de discerner des tendances actuelles ou ultérieures de regroupement, d'autant que des rivalités personnelles -précisément avivées par la nature du scrutin présidentiel- peuvent contrecarrer des logiques d'alliances. Selon les éléments ci-dessus étudiés, le moins improbable pourrait être une coalition "121"/FD/PCD d'une part, et un regroupement FDS/*Bafatà* d'autre part. Même si Nino Vieira démissionne de la direction du PAIGC pour apparaître comme "l'indépendant réunificateur", il me semble pratiquement exclu qu'une fraction significative de l'opposition s'allie à lui, et encore moins au PAIGC.

Pour les présidentielles, trois candidats devraient s'imposer comme les plus importants: Nino Vieira, Rafael Barbosa et Domingos Fernandes Gomes. Ensuite, au risque de me tromper, les deux partis qui peuvent récolter le plus de suffrages seront le *Bafatà* surtout, et le FDS ensuite. Quant au PAIGC, en dépit de probables bastions ruraux dans lesquels d'ex-guérilleros point trop prébendiers et arbitraires auraient gardé une certaine estime de leurs administrés et un solide contrôle de la situation, il me semble peu plausible qu'il obtienne beaucoup plus de 25% des suffrages -si du moins les élections sont vraiment libres.

Partout en Afrique fleurissent les "conférences nationales", plus "souveraines" les unes que les autres. L'Afrique lusophone fait nettement exception: au Cap-Vert et à Sao Tomé, ce sont les partis uniques au pouvoir qui ont pris l'initiative d'organiser des élections, dans des conditions parfaitement correctes (72); en Angola et au Mozambique, la situation est surdéterminée par les partis armés de l'opposition et du pouvoir, et la troisième force apparaît soit encore inconsistante (Mozambique) soit écartelée entre les deux blocs politico-militaires (Angola).

En Guinée-Bissau, la situation ressemble plus à ce qui se produit ailleurs en Afrique occidentale; elle est entourée cependant de pays où il n'y a pas de conférence nationale (Sénégal, Gambie, Guinée-Conakry, Iles du Cap-Vert) et dans la mesure où c'est le parti unique qui a lui-même annoncé des élections libres, la conférence ne pourrait que discuter les modalités de ces élections, sans pouvoir s'imposer comme "souveraine". La revendication d'une Conférence nationale existe néanmoins depuis longtemps (le *Bafatà* l'a proposé officiellement le 6 septembre 1991 par exemple), le PAIGC la refusant et lui opposant des rencontres bilatérales entre chaque parti d'opposition et lui-même. L'opposition n'en a cependant pas fait son cheval de bataille. Malgré ses divisions, elle a formé une "Commission permanente de concertation" qui réclame plus modestement une "Commission nationale électorale multipartisane", un calendrier, et des garanties démocratiques (accès aux médias) pour des élections à une assemblée non seulement législative mais aussi constituante. Une grande manifestation était prévue pour fin février, à l'occasion du carnaval -circonstance qui garantit la participation populaire!

L'acceptation par le pouvoir d'une Conférence nationale n'est pas impossible mais en un sens serait de mauvais augure: cela signifierait la volonté du pouvoir de retarder les législatives, de "verrouiller" le débat sur la future constitution en dehors de toute élection, en profitant au maximum des divisions de l'opposition. Par ailleurs, il y a conférence et conférence. Les premières éditions de conférences ont eu lieu suite à des mobilisations massives, garantes de leur "souveraineté"; les plus récentes ont été le plus souvent des

(72) Voir M. Cal en, "Archipels de l'alternance", op. cit.

manoeuvres des pouvoirs en place, leur permettant de gagner du temps et de produire des ersatz d'élections à des Assemblées constituantes. Or le temps est un facteur politique: dans les groupes d'études haut placés des Etats-Unis, la priorité n'est-elle pas déjà passée de la "démocratisation" au *good government*? En Guinée-Bissau, le plus tôt sera le mieux. Il restera à l'opposition à donner un contenu social réel à la démocratie politique, sans quoi la désillusion sera rapide et dévastatrice.

Bordeaux, le 22 février 1992.